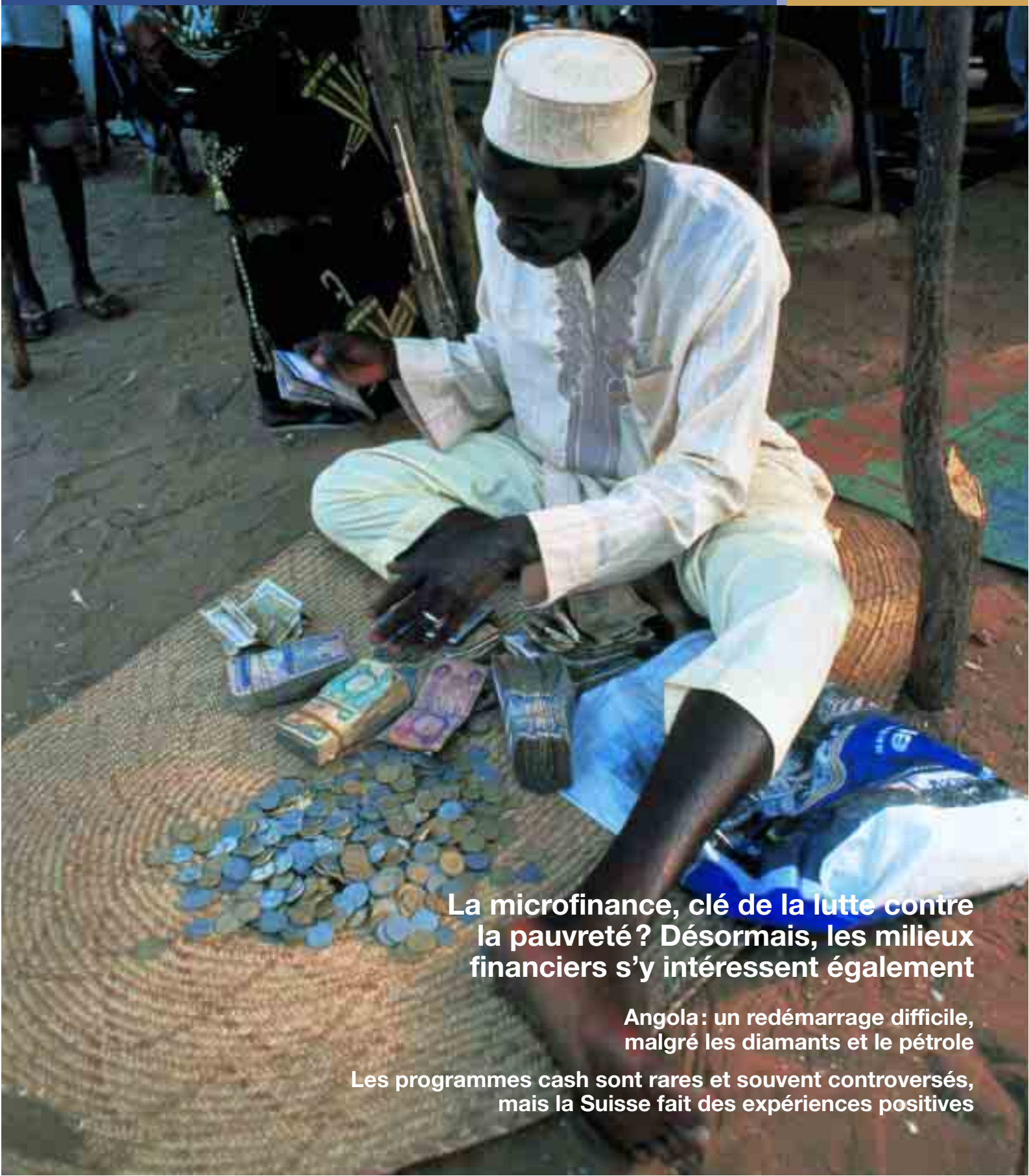


Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 3
SEPTEMBRE 2005
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



La microfinance, clé de la lutte contre la pauvreté? Désormais, les milieux financiers s'y intéressent également

Angola: un redémarrage difficile, malgré les diamants et le pétrole

Les programmes cash sont rares et souvent controversés, mais la Suisse fait des expériences positives

DOSSIER



MICROFINANCE

Ces banques qui ne prêtent qu'aux pauvres

Si certaines conditions sont réunies, l'accès aux services financiers permet aux personnes défavorisées d'échapper à l'engrenage de la pauvreté. Cet instrument suscite désormais également l'intérêt des milieux financiers.

6

Un tremplin pour le développement

Entretien avec Ruth Egger, économiste spécialisée dans le développement du secteur financier

12

Du groupe d'entraide à la banque commerciale

En Équateur, la Suisse aide des coopératives financières à se transformer en banques professionnelles au service de la population indigène

14

L'eau courante, enfin!

Avec l'aide de la Suisse, cinq communes du Kosovo réhabilitent leur réseau d'alimentation en eau, qui se trouvait dans un état déplorable

24

FORUM



Une aide sonnante et trébuchante

L'Aide humanitaire de la DDC fait de bonnes expériences avec des projets cash, comme ceux qui sont menés en Asie du Sud pour soutenir les victimes du tsunami

26

Qui émigre?

L'écrivaine sénégalaise Ken Bugul parle de la migration

29

HORIZONS



ANGOLA

Du pétrole, des diamants et tant de pauvreté

Trois ans après la fin de la guerre, l'Angola reste profondément marqué par quatre décennies d'affrontements meurtriers

16

Des candidats jusqu'au bout de la rue

Isabel do Carmo Pedro Marques évoque le rêve le plus cher de nombreux jeunes Angolais

20

DDC

Indispensable harmonisation

Le directeur de la DDC Walter Fust explique qu'il est nécessaire d'harmoniser les efforts de coopération

21

Deuxième vie pour une étoile libérienne

La Fondation Hironde, spécialisée dans la création de médias en zones de crise, vient de relancer Radio Star au Liberia

22

CULTURE



«La tradition n'est jamais figée»

Interview de l'écrivaine sénégalaise Aminata Sow Fall, pionnière de la littérature africaine francophone

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce qu'un CSLP?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Simple, mais inaccessible

L'être humain produit toutes sortes de biens – pommes de terre, vêtements, pioches, coton, crèmes glacées... – qu'il vend ensuite sur le marché. Une partie du revenu lui sert à acheter d'autres produits destinés à couvrir ses besoins de base, comme la nourriture, les soins de santé ou la formation. Il réinvestit l'autre partie dans son commerce pour produire de nouveaux biens, lesquels seront à leur tour vendus, assurant ainsi l'existence d'un individu, d'une famille, d'un village, d'une région, voire de toute une économie.

Si ce système semble évident en théorie, sa réalisation est nettement plus compliquée. Le principe de l'économie de marché a beau être d'une simplicité enfantine, son application au quotidien demeure inaccessible à des milliards d'êtres humains. Pour fabriquer un produit demandé par le marché, il faut des semences, de la matière première, du bois, du lait, etc. Or, l'acquisition de ces biens suppose que l'on puisse emprunter de l'argent.

Ceci est valable aussi bien au Nord qu'au Sud. Mais l'obtention d'un crédit s'avère souvent bien plus difficile dans les pays en développement. À vrai dire, cette situation n'est pas logique. Chacun sait en effet que les habitants des pays en développement font preuve d'une créativité inouïe (sous nos latitudes, on parlerait de capacité d'innovation) dans la lutte quotidienne pour la survie. Il est en outre établi que le domaine du microcrédit, explicitement prévu pour les très petites entreprises, connaît des taux record de remboursement. Ceux-ci atteignent par exem-

ple 95 pour cent au sein de la Grameen Bank, au Bangladesh, aujourd'hui connue dans le monde entier.

La microfinance est cependant loin d'être ouverte à tous : à l'heure actuelle, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès aux services financiers institutionnels. Pourtant, ce domaine ne cesse d'aligner les succès. Et une récente recherche historique sur le développement économique de l'Europe vient de démontrer que le bon fonctionnement du secteur financier a joué un rôle tout aussi important que la Révolution industrielle dans cet essor. Il en a peut-être même été le véritable moteur. Lisez à ce sujet notre dossier qui débute à la page 6.

Celui qui n'entend pas produire lui-même des biens doit chercher un emploi et mettre ses compétences au service d'autrui. C'est ce qu'a fait Isabel do Carmo Pedro Marques, étudiante à Luanda, avec une volonté clairement affirmée : « Nous, les jeunes Angolais, ne demandons pas que l'on nous fasse des cadeaux. Nous voudrions simplement avoir la possibilité de participer à la reconstruction du pays, afin de pouvoir plus tard être fiers de notre travail ». Son témoignage, à la page 20, montre à quel point il est difficile de trouver un premier emploi en Angola.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Pan Gilling / Still Pictures

La démographie au service de la croissance

(gn) « Dieu merci, nos projets de régulation des naissances ont échoué. » Sous ce titre, un quotidien indien évoquait récemment une étude de la banque Goldman Sachs, selon laquelle l'Inde est le seul pays au monde dont l'économie connaîtra une croissance annuelle constante de 5% jusqu'en 2050. Cette prévision s'explique par la croissance démographique ininterrompue, considérée par beaucoup d'Indiens comme une « mine d'or démographique ». Avec environ 1,1 milliard d'habitants, l'Inde représente aujourd'hui déjà 17% de la population mondiale. Elle comptera 1,4 milliard d'individus en 2025 et même 1,6 milliard en 2050. Vers 2020, elle présentera un excédent de 47 millions de personnes en âge de travailler, alors que les pays occidentaux, mais aussi la Chine, souffriront d'une pénurie de main-d'œuvre. Selon cette étude, c'est surtout la Chine qui va perdre du terrain, après avoir fortement réduit sa croissance démographique en imposant le modèle de l'enfant unique. Dès 2010, l'Inde devrait en effet atteindre une croissance économique plus forte que son éternelle rivale asiatique. D'ici 2050, elle pourrait devenir la troisième nation économique la plus riche du monde, derrière la Chine et les États-Unis. Pour y parvenir,

elle devra néanmoins consentir des investissements massifs dans la formation, la création d'emplois et l'infrastructure. Faute de quoi, sa croissance démographique risque de se muer en malédiction.

La santé par les chenilles

(bf) Riches en protéines, les insectes comestibles contribuent à la sécurité alimentaire en Afrique centrale. Selon une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 70% des habitants de la République démocratique du Congo (RDC) consomment régulièrement des chenilles et des larves. Cette proportion atteint 85% en République centrafricaine et même 91% au Botswana. La valeur nutritionnelle de ces insectes est étonnante : 100 grammes de chenilles séchées contiennent 53 grammes de protéines ; ils peuvent couvrir les besoins quoti-

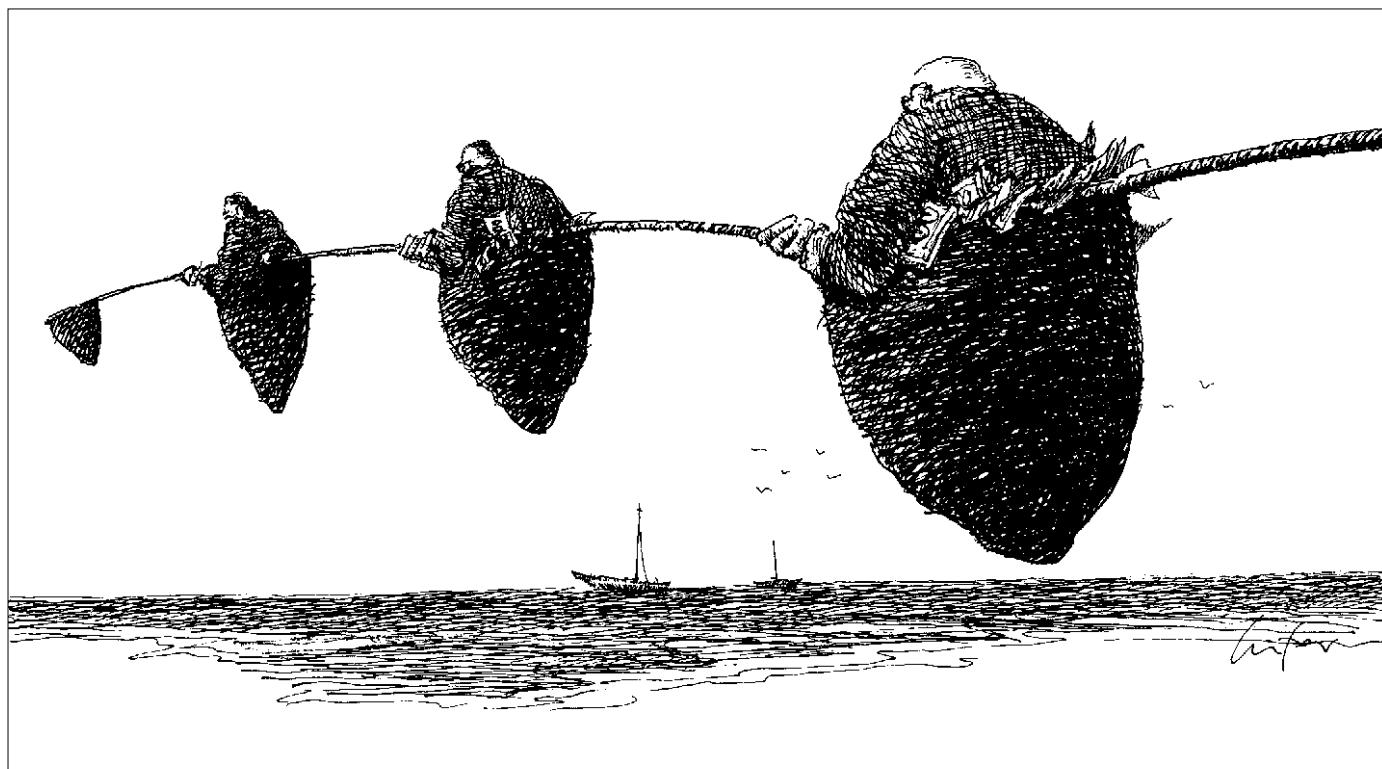
diens d'une personne en calcium, potassium, zinc, magnésium, phosphore et fer ; leur valeur énergétique représente 430 kilocalories. La FAO précise qu'il vaut mieux consommer des insectes issus de la forêt, car ils n'ont pas été exposés aux pesticides, contrairement à ceux des champs. Sur les marchés locaux, ces concentrés de protéines sont surtout vendus par des femmes, pour qui ils constituent une importante source de revenus. La chenille Sapelli – considérée comme une délicatesse – s'est même frayé un chemin jusque sur les marchés urbains et les cartes des restaurants. Mieux encore : la RDC exporte des chenilles séchées vers la France et la Belgique.

Une course et un préservatif

(jls) Quelque 350 taxis de Libreville, la capitale gabonaise, participent à une campagne de sensibilisation sur le sida. Peints en rouge et blanc, ils arborent des slogans et des messages de prévention. Les chauffeurs distribuent gratuitement à leurs clients des préservatifs et des dépliants d'information, tout en suscitant des discussions concernant le virus VIH et les moyens de s'en protéger. Les usagers, les jeunes en particulier, apprécient cette initiative qui fait des taxis un espace privilégié d'information et d'échange sur les questions sexuelles, un thème tabou



Marc Schossman / Paros / Strates



La pêche

dans les familles. L'opération a été lancée par la mairie de la ville dans le but de réduire la prévalence du sida qui atteignait 8,1% à fin 2003. En moins de deux mois, elle a permis de distribuer près de 300 000 préservatifs et autant de dépliants. En échange de leur participation, les chauffeurs de taxis bénéficient d'une ristourne sur leur taxe annuelle d'exploitation.

Tuiles écologiques sur le toit du monde

(bf) L'industrie de la tuile est

l'un des principaux fournisseurs d'emplois du Népal. Au total, les quelque 500 tuileries du pays occupent environ 150 000 personnes. La moitié d'entre elles travaillent dans la vallée de Katmandou, où le développement rapide de la capitale dope la demande de matériel de construction. Les fours, qui fonctionnent à plein régime de la fin de l'automne au début du printemps, sont toutefois extrêmement polluants. Avec l'appui de la DDC notamment, certaines tuileries se sont déjà équipées

d'un nouveau type de four, bien plus économique et écologique, qui pourrait provoquer une mini-révolution au Népal. Ce four vertical, dépourvu de tout composant technique coûteux, utilise un procédé chinois qui date des années 70 : les tuiles crues ne sont plus introduites par une ouverture latérale, mais par le haut du four. Comparé aux anciens, le nouveau four rejette dans l'atmosphère huit fois moins de polluants, ce qui réduit d'autant l'exposition du personnel aux toxines. En outre, la consommation d'énergie est inférieure de 40% à celle des systèmes classiques.

Le nouvel esclavage

(bf) L'Afrique du Sud est l'une des principales destinations du trafic d'êtres humains sur le continent noir. Les victimes qui y sont acheminées, essentiellement des femmes et des enfants, viennent de plus de dix pays africains, indique un rapport de l'Unicef. Selon les témoignages

fournis par certaines femmes, les trafiquants peuvent compter sur la complicité de douaniers corrompus. C'est surtout en taxi qu'ils font franchir la frontière aux femmes venues du Mozambique, par exemple. Une ressortissante du Lesotho a rapporté que personne n'avait contrôlé ses papiers d'identité à la douane sud-africaine. Lorsque les fonctionnaires se montrent plus vigilants, comme c'est le cas au Botswana, les trafiquants empruntent des trajets plus longs en transitant par les pays voisins. Parallèlement à ces réseaux régionaux, des filières mondiales alimentent le marché sud-africain de la prostitution. De nombreuses femmes et jeunes filles originaires de Thaïlande sont ainsi introduites illégalement dans le pays. Sur place, la majorité d'entre elles sont exploitées à des fins sexuelles, d'autres sont utilisées comme main-d'œuvre. La pauvreté constitue la cause la plus visible de la traite des êtres humains.



Ces banques qui ne prêt



DOSSIER

ent qu'aux pauvres



Coriula Kropke / agenda

Les personnes contraintes de vivre avec moins d'un dollar par jour ont rarement accès aux services financiers. Pourtant, cet instrument leur permettrait d'échapper à l'engrenage de la pauvreté. La coopération au développement en est consciente depuis longtemps. Mais il a fallu attendre jusqu'à aujourd'hui pour que les milieux financiers voient eux aussi dans la microfinance un moyen de lutter contre la pauvreté. De Gabriela Neuhaus.

La DDC et la microfinance

Depuis plus de 30 ans, la DDC œuvre pour renforcer les systèmes financiers dans ses pays partenaires. Actuellement, elle consacre au total 25 millions de francs par an pour soutenir des projets de microfinance dans 20 pays du Sud et de l'Est. Son engagement se fonde sur l'idée que le bon fonctionnement du secteur financier et l'accès aux services financiers sont des conditions préalables au développement économique et social. Pays de la banque par excellence, la Suisse dispose en matière financière de vastes connaissances et d'une solide expérience dont ses partenaires sont heureux de tirer profit. Voici les domaines d'action de la DDC dans le domaine de la microfinance :

- Renforcement et développement des institutions qui permettent aux pauvres d'accéder aux services financiers.
- Développement d'infrastructures adaptées aux besoins de la microfinance (institutions de formation, réviseurs, bureaux de crédit, etc.).
- Amélioration du contexte économique et financier dans les pays partenaires.

Joan Wangechi, cheffe d'une petite entreprise et mère seule, Kenya

« Depuis 1997, je bénéficie de prêts accordés par le Kenya Women Finance Trust. Cela m'a permis de développer mon atelier, où je couds des vêtements féminins qui sont ensuite achetés par des grossistes. J'ai créé mon entreprise car j'avais besoin d'argent pour élever mes deux enfants. À présent, leur éducation ne me pose plus de problèmes. L'un est au collège et l'autre à l'université. »

Irene Castro Quilca, agricultrice et cliente fidèle de SEPAR, une institution de micro-finance au Pérou

« La SEPAR ne m'a pas seulement fourni les moyens nécessaires pour accroître la productivité et les revenus de mon entreprise. Elle m'a aussi donné confiance en moi. Elle m'a convaincue que je pouvais changer des choses que j'avais toujours considérées comme immuables. De plus, j'ai pu compter sur l'amitié et la solidarité de femmes confrontées à une situation similaire. »

Ruckmani, quincaillière et mère de onze enfants, Inde

« Avec onze enfants et un mari peu fiable qui ne rapportait jamais d'argent à la maison, il était difficile de mener une vie paisible. C'est seulement quand mes enfants se sont mariés et ont quitté la maison que je suis devenue membre de Sangam et que j'ai emprunté 200 roupies. Avec cet argent, j'ai acheté de la ferraille que nous avons polie puis recyclée en divers objets utiles comme des couteaux. Nous en avons tiré un bon prix. Un deuxième emprunt m'a permis d'ouvrir une petite quincaillerie. À présent, mon mari et moi travaillons ensemble dans ce magasin et nous encaissons jusqu'à 100 roupies par jour. Il m'arrive même de songer à agrandir mon commerce. »

Le 21 de chaque mois, les femmes de Buro, un petit village de l'État du Gujarat, en Inde, se réunissent pour discuter de leurs besoins communs et des activités à entreprendre. À l'issue de la réunion, une collecte est organisée et chaque participante verse 10 roupies (28 centimes). « Lorsque l'une d'entre nous est confrontée à des difficultés financières, en raison d'un accident ou d'une grossesse par exemple, nous lui prêtons la somme nécessaire », explique Naseem, l'initiatrice de ce mouvement. Il existe non seulement en Inde, mais partout dans le monde, des milliers de groupes d'entraide comme celui-ci.

On ne soulignera jamais assez leur importance. Lorsque les pauvres ont besoin d'argent, ils sont en général obligés de s'adresser à des usuriers, à moins de solliciter leur famille, leurs proches ou leurs voisins, qui sont le plus souvent tout aussi démunis. Ils n'ont aucun accès aux services bancaires institutionnels : il leur est impossible par exemple d'obtenir un crédit à des conditions favorables pour se lancer dans une activité indépendante ou de placer leurs économies sur un compte rémunéré afin de parer à un éventuel coup dur.

L'argent, c'est le pouvoir

Si ce constat vaut surtout pour les pays du Sud, il n'est pas facile non plus dans les pays industrialisés d'obtenir un crédit initial pour créer une petite entreprise. Les banques commerciales ne veulent courir aucun risque et n'accordent un crédit que sur la base d'un nantissement sous forme de biens immobiliers ou de cautions. Les petits clients ne représentent de toute façon qu'un intérêt marginal pour les banques, car leur prise en charge s'avère coûteuse et peu rentable.

« En refusant à certains groupes la reconnaissance

qui leur permettrait de participer pleinement à la société, les mécanismes institutionnels chargés d'attribuer des ressources financières pratiquent une politique conduisant à l'exclusion sociale. » C'est en ces termes que Naila Kabeer, économiste bangladaise, résume les difficultés auxquelles sont confrontées des millions de personnes à travers le monde. Hansruedi Pfeiffer, responsable du développement du secteur financier à la DDC, renchérit : « Environ 90 pour cent des pauvres dans les pays où nous travaillons n'ont pas accès aux services financiers. C'est de la discrimination pure et simple. L'accès à l'argent est une question de pouvoir. »

Il y a longtemps que la coopération suisse au développement tient compte du secteur financier. Mais le concept de microfinance n'est véritablement débattu que depuis les années 80. À l'époque, les milieux du développement ont commencé à réaliser que les systèmes financiers existants constituent un obstacle à la croissance et au développement. C'est l'économiste bangladais Muhammad Yunus qui en a apporté la preuve la plus éclatante. Ses recherches, entamées à la suite d'une famine, l'ont amené à conclure que l'on pourrait aider les plus pauvres des Bangladais en mettant à leur disposition un très petit capital. Il suffirait d'un prêt modique pour que des vanniers, des tisserandes ou des conducteurs de rickshaw cessent d'être dépendants des usuriers et échappent ainsi au cercle vicieux de la pauvreté.

Après avoir mené des essais fructueux dans plusieurs villages, ce professeur d'économie a tenté en vain de convaincre les banques commerciales d'accorder des petits crédits aux pauvres. C'est pourquoi il a décidé en 1983 de fonder la Grameen Bank, avec l'appui de la Banque nationale du





Bangladesh et d'organismes internationaux. En très peu de temps, cet établissement a remporté un succès phénoménal. Son existence a grandement contribué à améliorer les conditions de vie de larges groupes de la population bangladaise.

La révolution de la microfinance

Les banques commerciales refusaient les petits crédits, car elles craignaient de ne jamais récupérer les sommes avancées. C'est tout le contraire qui s'est produit : la microfinance est le secteur dans lequel les emprunteurs se montrent le plus scrupuleux. Au sein de la Grameen Bank, le remboursement des crédits atteint le taux remarquable de 95 pour cent.

Les pauvres n'étant pas en mesure d'offrir une garantie matérielle, la Grameen a opté pour une approche qui se distingue totalement de celle des banques conventionnelles : pour obtenir un crédit, les intéressés – en général des femmes – doivent se constituer en un groupe qui se portera garant pour le remboursement du prêt. La pression du groupe et la peur de perdre la face incitent ses membres à respecter les échéances de remboursement. Les microcrédits ont aussi leur prix : pour un crédit classique auprès de la Grameen Bank, l'emprunteuse doit payer 16 pour cent d'intérêts et rembourser le capital en une année par tranches hebdomadaires.

Ce service financier destiné aux pauvres a rapidement été reproduit ailleurs dans le monde, sous les formes les plus variées mais aussi avec des succès variables. On parle néanmoins d'une «révolution

de la microfinance» qui s'est déroulée dans les années 90. Pour Dirk Steinwand, expert financier de l'agence allemande de développement GTZ, ce phénomène a entraîné un changement de paradigme concernant le financement du développement.

Aujourd'hui, les institutions de la microfinance comptent quelque 100 millions de clients dans le monde. On estime que le volume des crédits accordés atteint 1,5 milliard de francs. Pourtant, selon les indications du Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP), plus d'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès aux services financiers institutionnels. Pour faire connaître et apprécier davantage le potentiel de cette forme de crédits, l'ONU a proclamé 2005 «Année du microcrédit». Kofi Annan a justifié l'initiative en ces termes : «L'accès durable au microfinancement contribue à atténuer la pauvreté en générant des revenus, en créant des emplois, en donnant aux enfants la possibilité d'aller à l'école, en permettant aux familles d'obtenir des soins médicaux et en donnant les moyens aux populations de faire les choix qui répondent le mieux à leurs besoins.»

Au-delà du microcrédit

Les microcrédits ne sont que l'un des nombreux services financiers qui sont aujourd'hui proposés aux pauvres sous l'appellation générique de microfinance. Beaucoup d'institutions de microfinance (IMF) ont été fondées par des groupes d'entraide. De ce fait, elles possèdent souvent le statut juridique d'organisations non gouvernementales.

«La Grameen Bank part du principe que le crédit est un droit de l'homme. Dans son système, celui qui ne possède rien est considéré comme un candidat absolument prioritaire pour l'octroi d'un prêt. Les décisions de la Grameen Bank ne se fondent pas sur les biens matériels de l'emprunteur, mais sur son potentiel.»

Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank

«La microfinance est aujourd'hui le modèle dominant dans les activités de la coopération internationale au développement.»

Dirk Steinwand, expert en microfinance auprès de la GTZ



Jorgen Schytte / Still Pictures

L'une des priorités actuelles de la coopération au développement consiste à professionnaliser ces institutions et à les rapprocher des systèmes bancaires nationaux.

Mais il ne faut surtout pas que les IMF y perdent leurs relations de proximité avec les clients. Elles doivent continuer de fournir des produits et des conseils qui correspondent aux besoins et aux moyens de leur clientèle. Le microcrédit est certes la plus connue de leurs prestations, mais ce n'est pas nécessairement la plus demandée. Les produits d'épargne occupent une place tout aussi importante : les pauvres déposent à la banque environ quatre fois plus d'argent qu'ils n'en demandent sous forme de crédits. Dans nombre de pays, les possibilités d'économiser restent cependant très limitées, car une institution qui accepte des fonds d'épargne doit remplir des exigences particulièrement élevées en matière de sécurité.

La gestion de l'épargne requiert par ailleurs un certain savoir-faire. Il est essentiel d'assurer justement aux petits épargnants, qui vivent au jour le jour, la possibilité de retirer rapidement leur pécule pour faire face à d'éventuelles difficultés. Le prêt sur gage est une autre prestation qui répond fort bien aux besoins des populations pauvres.

Les IMF peuvent également pratiquer le leasing de chars ou de petites machines pour les travaux des champs, un système particulièrement apprécié en Afrique.

Le transfert d'argent est l'un des principaux services de la microfinance. Chaque année, des mil-

lions de travailleurs migrants envoient à leurs familles des sommes totalisant environ 200 milliards de dollars. C'est pourquoi de plus en plus d'IMF proposent des services de transfert à des tarifs avantageux. Enfin, lorsque l'économie monétaire et l'économie de marché font leur apparition, la demande d'assurances ne manque pas de suivre. Nombre d'IMF vendent ainsi des polices d'assurance-vie. Un emprunteur a tout intérêt à s'assurer pour éviter que les membres de sa famille ne soient contraints, en cas de décès, de rembourser son crédit.

Des «investissements sociaux» lucratifs?

L'idée de combattre la pauvreté avec des instruments rentables n'a rien de nouveau, mais elle peine à s'imposer dans la coopération au développement. Jusqu'ici, seuls des acteurs actifs dans le domaine social se sont engagés sur ce terrain, à l'instar de la coopérative de développement Oikocredit, dont le siège se trouve aux Pays-Bas. Créée à l'initiative de milieux religieux en 1975, cette dernière s'est spécialisée dans l'octroi de micro-crédits.

Plus récemment, le monde international de la finance a commencé de s'intéresser aux «investissements sociaux» qui visent à réaliser une plus-value sociale en plus du rendement économique. Plusieurs institutions financières suisses l'ont démontré il y a deux ans en mettant sur pied Responsibility, qui collabore avec la DDC et le seco. Cette plate-forme d'investissement a pour objec-

«Il ne faut considérer la microfinance ni comme l'activité sympathique et louable d'une organisation à but non lucratif, ni comme une entreprise de relations publiques mise sur pied par des banques. La microfinance doit être perçue comme le fondement des systèmes financiers nationaux. Les institutions de microfinance ne doivent pas se comporter comme des banques conventionnelles. Il s'agit bien plus d'amener ces dernières à adopter le comportement des institutions de microfinance.»

Nancy Barry, présidente de la Banque mondiale des femmes



Holland, Hoogte / laif

tif de fournir des produits et des services qui assurent le relais entre le marché financier et la coopération au développement. De cette manière, elle entend consolider les liens du secteur privé avec les pays en développement.

ResponsAbility offre des possibilités de refinancement commercial à certaines institutions de microfinance reconnues dans les pays en développement. «Une participation renforcée du secteur financier privé libère des ressources que la coopération au développement peut utiliser là où les besoins sont plus urgents», explique Klaus Tischhauser, directeur de ResponsAbility. Il cite deux domaines qui nécessitent encore des fonds de la coopération, et non des investissements: la promotion de la microfinance rurale et l'élaboration de modèles novateurs.

Selon l'économiste Mascha Madörin, ces ressources internationales privées, dont l'offre grandit rapidement, recèlent toutefois certains dangers pour les IMF du Sud. En effet, le financement à grande échelle des microcrédits par des emprunts étrangers équivaldrait à augmenter la dette extérieure des pays en développement: «Les mesures visant à promouvoir l'autonomie des pauvres obligeraient ainsi les pays défavorisés à exporter davantage. Une hausse des exportations serait la seule manière de financer un service de la dette plus élevé.»

Un virage à ne pas manquer

L'intégration des IMF dans le système financier

international est à double tranchant et souligne un problème inhérent à la promotion de la microfinance au service de la lutte contre la pauvreté: l'accès aux services financiers améliore la situation sociale et économique des clients. Si ces derniers apprennent à se servir efficacement des nouveaux instruments mis à leur disposition, leurs exigences vont rapidement se développer. Ils demanderont des crédits plus élevés, des assurances plus diversifiées, de meilleures conditions d'épargne, etc. En somme, une institution de microfinance doit grandir avec ses clients. Ce faisant, elle se rapprochera toujours plus des banques conventionnelles. Mais elle ne doit pas pour autant perdre de vue son objectif premier, qui est de garantir à tous l'accès aux services financiers. Par ailleurs, toute croissance augmente aussi la complexité et les exigences imposées au personnel.

L'indispensable professionnalisation de la gestion risque d'éloigner les IMF de leurs clients. Exposées à une concurrence croissante, ces institutions pourraient en outre être amenées à négliger les coûteux services qu'elles dispensent aux pauvres des zones rurales. Malgré ces dangers, les innombrables succès remportés par la microfinance justifient totalement son engagement en tant qu'instrument de développement. ■

(De l'allemand)

Liens utiles

Page d'accueil d'Intercooperation, partenaire de la DDC dans le cadre de l'Année internationale du microcrédit:
www.intercooperation.ch/finance/main

Site de ResponsAbility:
www.responsability.ch

Site du Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (anglais):
www.cgap.org

Site de la Grameen Bank:
www.grameen-info.org

Le site de la DDC contient d'autres liens vers des pages consacrées à la microfinance et à ses institutions:
www.ddc.admin.ch

Un tremplin pour le



Michael Kottmeier / agenda (2)



Ruth Egger, économiste, est spécialisée dans le développement du secteur financier. Elle s'engage dans ce domaine depuis plus de 30 ans. Après avoir obtenu son doctorat à l'Université de Zurich, elle a travaillé de 1974 à 1981 pour la DDC au Népal et en Bolivie, où elle s'occupait du développement rural. Jusqu'à fin 2004, elle a été vice-directrice d'Intercooperation. Au sein de cet organisme suisse de développement, elle a dirigé l'équipe Finances/Entreprises/Marchés et a assuré l'appui technique des projets de la DDC destinés à promouvoir le secteur financier. Elle a ainsi soutenu la mise sur pied et le développement d'institutions financières en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe de l'Est. Ruth Egger s'intéresse particulièrement à la promotion des produits d'épargne, à la création d'institutions financières dans les zones rurales et à l'aide aux ménages pauvres, tout en réservant une attention spécifique aux pré-occupations des femmes.

Parmi les instruments de lutte contre la pauvreté, la microfinance a le vent en poupe et pas seulement parce que 2005 est l'Année internationale du microcrédit. Mais les institutions de microfinance ne sont pas nouvelles. Elles ne sont pas non plus un remède miracle. Interrogée par Gabriela Neuhaus, l'économiste Ruth Egger souligne leur potentiel et leurs limites.

Un seul monde: Aujourd'hui, tout le monde chante les vertus de la microfinance en tant que moyen de lutter contre la pauvreté. Quelle est son importance pour la coopération au développement?

Ruth Egger: Une institution financière peut contribuer au développement dans la mesure où il existe un minimum d'infrastructures et un accès à d'autres prestations: si le client ne gagne rien en investissant son crédit et ses économies, il ne crée pas de plus-value. Il faut un marché pour vendre les produits et des gens capables d'innover. Nous ne sommes pas tous nés entrepreneurs. Il faut aussi un accès à l'information et à la technologie ainsi qu'un certain degré de stabilité et de légalité. Grâce aux conseils agricoles et aux nouvelles connaissances, le paysan pourra augmenter le rendement de son champ, ce qui lui permettra d'investir son crédit de manière rentable et d'en couvrir les frais. Dans le cas contraire, il risque de s'endetter davantage. Lorsque les conditions géné-

rales sont remplies et que le produit est approprié, la promotion du secteur financier constitue un instrument utile et efficace pour lutter contre la pauvreté.

Quelles sont les principales fonctions des services financiers destinés aux pauvres?

Prenons le cas d'un petit entrepreneur qui se voit proposer aujourd'hui 20 pièces de tissu à un prix très avantageux. S'il n'a pas accès au crédit nécessaire, il ne peut pas accepter l'offre. Autrement dit, il rate une occasion de développer son commerce. Certaines situations présentent un caractère d'urgence: sur les hauts plateaux boliviens, les paysans sont souvent contraints de vendre une vache lorsqu'un membre de la famille doit se faire soigner à l'hôpital. Non seulement la famille perd une source de revenus, mais elle ne tire pas un bon prix de la vente. Ceux qui n'ont pas la possibilité d'épargner en toute sécurité ou d'obtenir un crédit approprié sont privés du tremplin qui leur per-

développement

mettrait d'échapper à l'engrenage de la pauvreté. Leur potentiel de développement reste inexploité, ce qui nuit tant à l'individu qu'à l'économie dans son ensemble. Cela a d'ailleurs été démontré par de récentes recherches historiques: le bon fonctionnement du secteur financier a joué un rôle au moins aussi important que la Révolution industrielle dans l'essor économique de l'Europe.

Quel est l'effet social des institutions de microfinance?

La microfinance revêt de toute évidence une importance non seulement économique mais aussi sociale. Le fait d'accéder aux services financiers renforce l'estime de soi et favorise l'*empowerment*. Lorsque je peux choisir entre le prêteur et l'institut financier, j'ai une option qu'Amartya Sen nomme liberté mais aussi pouvoir. Lorsque la banque me juge digne de crédit, mes voisins me considèrent avec respect, ce qui me remplit de fierté. Au départ, nombre d'organismes de crédit et d'épargne sont de très petites structures autogérées, au sein desquelles les gens apprennent ensemble à gérer de l'argent, à tenir un livret d'épargne, à planifier. Dans les pays du Sud, ce sont surtout les femmes qui ont recours aux services financiers. Selon leur situation familiale, elles n'en retirent pas que des avantages, car les investissements et l'obligation de rembourser un emprunt constituent souvent une charge supplémentaire.

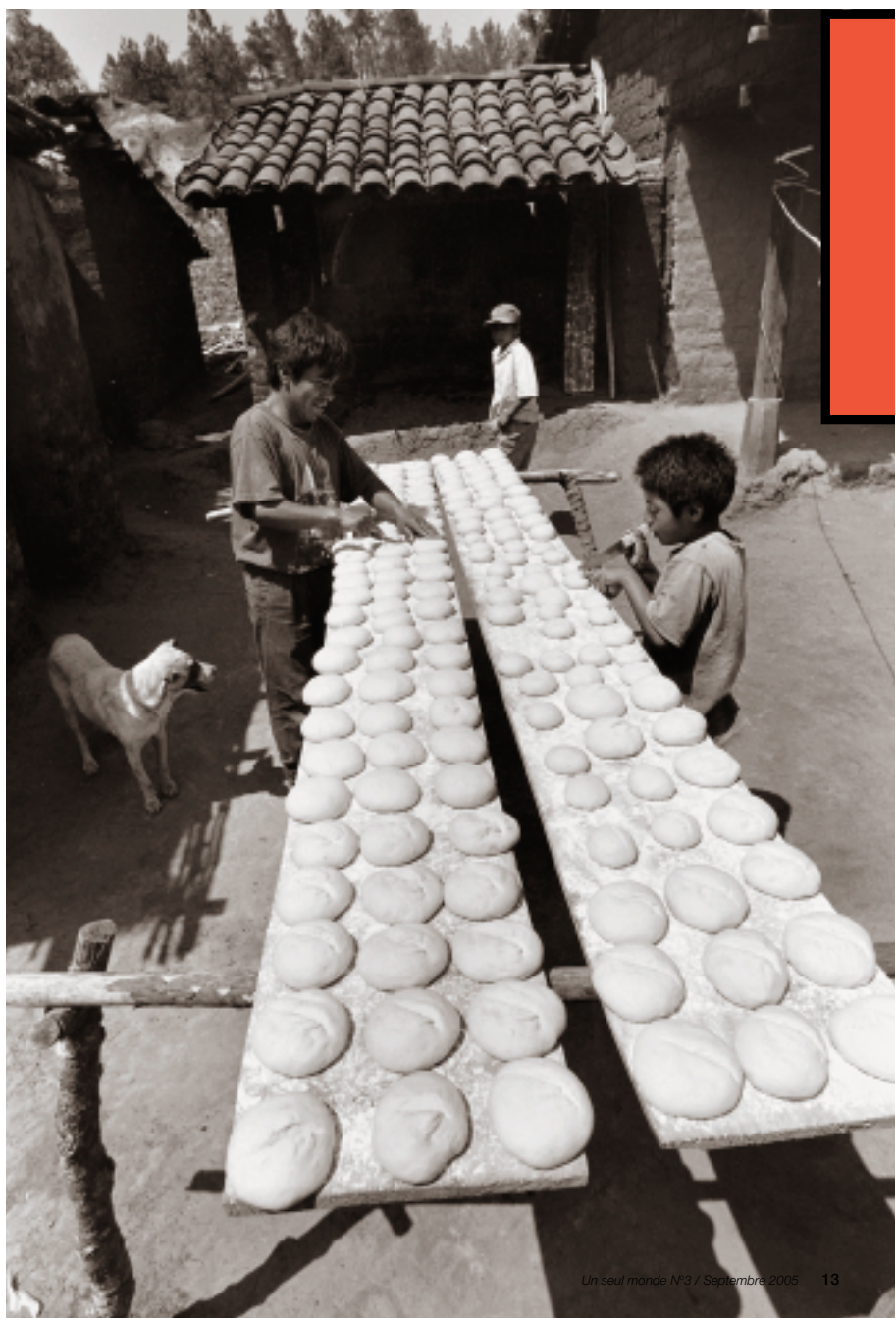
Existe-t-il des différences culturelles dans l'attitude face aux institutions de microfinance?

On n'a pas cessé de vouloir copier la Grameen Bank. D'après mon expérience, ce n'est pas la solution. Les institutions de microfinance doivent s'adapter aux conditions locales. Si le système fonctionne si bien au Bangladesh, ainsi qu'en Inde et en Indonésie, c'est notamment grâce à la densité de la population. De plus, l'État joue un rôle essentiel en fournissant des fonds. En Amérique latine, les services de la microfinance sont pour l'instant concentrés sur les villes. Et le système de crédits collectifs, très prisé en Asie, y fonctionne plutôt mal. De plus, l'épargne peine à s'imposer, pour des raisons historiques et culturelles. Il en va tout autrement en Afrique occidentale où les marchandes paient pour que quelqu'un vienne chercher la recette de la journée et aille la déposer sur un compte d'épargne: quand l'argent est en dehors de la maison, il ne risque pas de disparaître. L'Europe de l'Est, pour sa part, possède beaucoup de banques et le niveau de formation est élevé. Dans cette région, il s'agit surtout de consolider le système existant et de l'adapter à la nouvelle situation.

Quelles sont les perspectives? De quelle manière faut-il progresser?

Il existe dans le monde entre 5000 et 10000 institutions qui proposent aux pauvres des services de microfinance. Pourtant, des millions d'individus n'y ont toujours pas accès. Les besoins sont donc énormes. Mais il n'est pas facile d'améliorer l'offre, en particulier dans les zones rurales. Pour que les services financiers demeurent abordables dans les régions peu peuplées, leurs coûts doivent être abaissés. Il est important que les institutions de microfinance soient intégrées dans le système financier d'un pays et qu'elles puissent se refinancer sur le marché local afin d'assurer leur durabilité à long terme. ■

(De l'allemand)



Du groupe d'entraide à la banque commerciale

En Équateur, ce sont essentiellement des coopératives qui proposent des services financiers à la majorité de la population. Nombre d'entre elles, issues de petits organismes d'entraide, se sont rapidement développées ces dernières années. Sur mandat de la DDC, Swisscontact aide certaines d'entre elles à devenir des banques professionnelles.



Julio Elchert / Still Pictures

(gn) En 1997, Alfonso Chango a fondé avec d'autres étudiants l'organisation Mushuc Runa, ce qui signifie «l'homme nouveau» en quechua. Installée sur l'Altiplano équatorien, cette coopérative a été la première à fournir aux populations indigènes un accès à l'épargne et au crédit. Douze mois après sa création, elle comptait déjà 348 clients. Aujourd'hui, ils sont plus de 46 000. Les bénéfices de Mushuc Runa ont atteint 215 000 dollars en 2003 et ses actifs dépassent actuellement 20 millions de dollars.

Ce succès est étroitement lié au projet CREAM, que l'organisation de développement Swisscontact gère depuis 1998 sur mandat de la DDC. «Nombre de ces coopératives se lancent avec trois fois rien. Dans le cas de Mushuc Runa, nous avons tout d'abord dû introduire une comptabilité, puis

élaborer ensemble un plan d'exploitation. Petit à petit, elle s'est muée en une véritable institution bancaire», explique Hanspeter Neff, qui a dirigé le projet de 2000 à fin 2002.

Savoir-faire et service de proximité

CREAM collabore aujourd'hui avec 18 coopératives financières. Celles-ci sont toutes installées dans la région des hauts plateaux, où la DDC mène depuis 35 ans des activités visant à réduire la pauvreté. Grâce à CREAM, la population rurale bénéficie désormais de services financiers qui contribuent à améliorer sa situation économique. Daniel León, 49 ans, de Chimbo, a ainsi utilisé son premier microcrédit pour acheter une petite machine destinée à la fabrication de crèmes glacées. Il a d'abord travaillé seul, puis d'autres crédits

lui ont permis d'élargir son entreprise. Aujourd'hui, Daniel León emploie douze personnes et possède trois camions qui assurent la distribution des glaces.

Après la crise économique des années 1998-1999, environ 60 pour cent des banques équatoriennes ont fait faillite. Dès lors, les coopératives financières ont connu un essor fulgurant et jouissent plus que jamais de la confiance de la population. Étant des organismes d'entraide, elles ont l'avantage d'être proches des clients. Le revers de la médaille, c'est que leurs responsables ne possèdent pas toujours le savoir-faire nécessaire pour diriger efficacement une institution de microfinance. Et c'est là qu'intervient CREAR : pour chaque nouvelle coopérative admise dans le projet, on procède tout d'abord à une analyse globale de ses besoins et de son potentiel. Sur cette base, des mesures sont prises en premier lieu pour assurer la formation du personnel : les gérants des coopératives CREAR peuvent suivre les cours d'une université privée à Quito qui forme des spécialistes dans le domaine bancaire. Des investissements logistiques sont également nécessaires : Mushuc Runa, par exemple, est devenue nettement plus efficace depuis que ses agents disposent de motos pour aller rencontrer les clients dans les villages.

Plus de crédits, moins d'épargne

La plupart des 18 coopératives CREAR proposent les trois services suivants : microcrédits, épargne et transfert d'argent depuis l'étranger, ce dernier service occupant une place de choix dans un pays dont les ressortissants émigrés assurent une large part du revenu national.

La demande est importante dans le domaine du crédit, bien que les coopératives exigent jusqu'à 35 pour cent d'intérêts. Cela représente un écart considérable par rapport aux taux de l'épargne qui ne dépassent pas 4 pour cent. « Une banque saine doit s'assurer un revenu solide », explique Hanspeter Neff. « La gestion de petits crédits dans les régions rurales s'avère très coûteuse, c'est pourquoi les taux sont si élevés. » L'emprunteur a malgré tout avantage à demander un crédit à une coopérative, car l'autre solution serait de s'adresser à un usurier, qui exige jusqu'à 120 pour cent d'intérêts.

En collaboration avec les coopératives, CREAR a lancé des campagnes publicitaires pour promouvoir l'épargne : « L'histoire a appris aux Équatoriens qu'il vaut mieux posséder des terres et du bétail, plutôt que de déposer son argent à la banque. Tous ont cependant un bas de laine chez eux », constate Hanspeter Neff. À l'aide d'annonces diffusées sur les radios locales ou dans les



González / Iaf

bus, de posters et d'actions de persuasion basées sur le porte-à-porte, les coopératives sont parvenues à augmenter progressivement le volume de l'épargne au cours des dernières années.

Croissance et professionnalisation

Les coopératives appuyées par CREAR sont devenues des banques professionnelles qui offrent des produits durables à la population rurale. Pour consolider ce processus, la DDC entretient un dialogue permanent avec le gouvernement. Le but est de régler la surveillance des coopératives financières et de créer des conditions générales qui permettront même à de petites structures comme Mushuc Runa de devenir concurrentielles.

Cette dernière repose aujourd'hui sur des bases solides : initialement, 80 pour cent des conseils et de la formation, ainsi qu'une partie des investissements, étaient financés par l'aide au développement ; aujourd'hui, c'est la coopérative qui assure la totalité du financement. Son directeur Alfonso Chango pense déjà à l'étape suivante : il souhaite proposer une carte bancomat à sa clientèle. ■

(De l'allemand)

Investisseurs internationaux

La demande de crédits ne cessant de croître, les coopératives financières équatoriennes sont constamment confrontées à des problèmes de liquidités. Bien qu'elles soient parvenues ces dernières années à accroître sensiblement leurs capitaux propres, les plus grandes d'entre elles cherchent aujourd'hui les moyens de se refinancer sur le marché international. Riobamba et Cacpeco, deux coopératives soutenues par CREAR, ont franchi ce pas et ouvert des crédits auprès de ResponsAbility. La solution s'avère idéale pour les deux partenaires, car les investisseurs sont à la recherche d'institutions financières novatrices pour développer leurs fonds à caractère social. La présence de CREAR instaure le climat de confiance nécessaire et permet à Riobamba et à Cacpeco de suivre une croissance prudente et régulière.



Lachenmaier / laif

Du pétrole, des diamants et tant de pauvreté

Si l'on inclut les années de lutte pour l'indépendance, l'Angola a traversé quatre décennies de conflit armé. Il n'est guère surprenant dès lors que son développement économique accuse un retard équivalant au moins à cette durée. Trois ans après la fin de la guerre, un constat s'impose : le redémarrage est difficile malgré le pétrole et les diamants. De Peter Baumgartner*.

«Bienvenue en Angola, notre patrie commune!» À côté de l'aéroport de Huambo, dans le centre de l'Angola, cet écriteau surplombe le centre de réception provisoire réservé aux réfugiés qui rentrent au pays. Il est un peu corrodé par les intempéries, mais de toute façon, sa mission est bientôt terminée. Les opérations de rapatriement vont s'achever cette année avec le retour de 50 000 réfugiés qui avaient fui vers la Zambie et la Namibie. Il s'agit de l'arrière-garde d'un exode sans pareil, même pour le continent africain. La guerre a poussé un demi-million d'Angolais à chercher refuge dans les pays voisins. Et près de 4 millions

de personnes ont dû quitter leurs villages pour vivre durant des mois ou des années dans une autre partie du pays.

À eux seuls, ces chiffres donnent une idée des difficultés que pose la réintégration non seulement des réfugiés mais aussi des anciens rebelles de l'Unita. Des milliers de réfugiés ont regagné leur patrie au prix d'efforts majeurs, avançant sur des routes et des ponts détruits, qui étaient le plus souvent minés. À l'arrivée, ils étaient pleinement conscients du travail qui les attendait lorsque les services d'aide au retour leur ont remis un sac contenant une scie, une hache, un marteau, des



Heine Pedersen / Still Pictures

clous et une pioche. Dans les villages, on construit aussi des écoles. Cette année, les enfants qui les fréquentent sont plus nombreux que l'an dernier. Le réseau des routes déminées ne cesse de s'étendre. Mais le véritable essor se fait attendre : l'Angola manque toujours de ressources.

Pauvreté extrême

Trente années de guerre civile laissent des cicatrices profondes. Outre les habituelles disparités entre ville et campagne, la capitale Luanda et la région côtière s'en tirent mieux que le haut plateau central et le sud-est du pays, régions qui ne suscitaient déjà guère l'intérêt des colons portugais. Les infrastructures de transports sont en grande partie anéanties, l'industrie quasiment inexistante et plus de la moitié de la population n'a pas de travail.

L'Angola compte parmi les pays où la mortalité infantile est la plus élevée et il faudra attendre des années avant que les soins de santé primaires soient accessibles à tous. Il y a deux ans, le pays a reculé de deux points au classement mondial selon l'indicateur du développement humain. Il occupe maintenant la 166^e place sur 177 pays évalués. Environ 68 pour cent des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont un tiers dans une pauvreté extrême.

Pourtant, l'Angola est l'un des pays les plus riches du monde. Il possède d'énormes réserves de pé-

trole, dont il est le deuxième producteur africain après le Nigeria. L'or noir assure 90 pour cent de ses recettes d'exportation. Le sous-sol renferme également des diamants, du minerai de fer, du phosphate, du cuivre, de l'uranium, etc. Alors qu'il était jadis renommé pour ses grandes plantations de café et de sucre, pour ses cultures de coton, de cacahuètes, de tabac et de légumes en tous genres, l'Angola mettra beaucoup de temps avant de retrouver son autonomie alimentaire.

Selon les données officielles, le pétrole a rapporté l'an dernier 8 milliards de dollars et les diamants 763 millions. Pour l'année en cours, la croissance économique du pays est évaluée à 15 pour cent. Chaque ouverture d'un nouveau champ pétrolifère donne un coup de fouet à l'économie.

La croissance est cependant virtuelle. La Banque mondiale atteste certes une amélioration de la situation macro-économique, mais cette richesse n'a guère contribué jusqu'ici au développement, même dans les régions épargnées par la guerre. Premièrement, l'appareil étatique, omniprésent, absorbe près des deux tiers du produit national (le gouvernement a par exemple acheté deux véhicules blindés tout terrain pour 1,6 million de dollars). Deuxièmement, des déficits structurels et la centralisation extrême entravent l'essor du pays. Troisièmement, et c'est le point crucial, la volonté politique fait défaut pour promouvoir le développement.



Peter Baumgartner

L'objet de tous les jours

Le pensador

Rares sont les maisons où il ne trône pas sur un meuble ou un rebord de fenêtre. On le trouve dans presque tous les marchés, en différentes grandeurs, mais avec toujours la même élégance dépouillée : *O pensador* (le penseur) est un homme assis, les coudes appuyés sur les genoux, la tête entre les mains, le regard songeur. Depuis des siècles, il symbolise la sagesse, le calme et l'harmonie. Cette statuette est produite par l'ethnie des Chokwés, dans le nord-est du pays, réputée pour son art de la sculpture. Si le *pensador* est la seule image de l'unité nationale angolaise, au point de figurer en filigrane sur les billets de banque, il ne le doit pas seulement à l'école Chokwé. Ravagé par la domination et l'exploitation coloniales, puis par une terrible guerre civile, l'Angola ne possédait plus aucune caractéristique commune à l'ensemble de la population. Les moqueurs portent toutefois un autre regard sur le *pensador* : ils y voient la représentation du simple citoyen angolais se demandant ce que la classe dirigeante peut bien faire de l'argent du pétrole qu'elle s'approprie.



Carlos Guerra / Still Pictures

Richesse choquante

Le journaliste Rafael Marques, maintes fois emprisonné pour ses dénonciations de la corruption, constate « une absence d'enthousiasme, malgré l'accord de paix et l'argent du pétrole ». Cela s'explique avant tout par la répartition inégale des richesses. À Luanda, ce déséquilibre transparaît surtout dans le nombre impressionnant de luxueux véhicules tout terrain. Le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser.

Seule une petite élite profite directement des pétrodollars. C'est dans le bureau du président José Eduardo dos Santos que se décide l'utilisation de cet argent, comme d'ailleurs tout ce qui concerne la politique en général. Faute de transparence, il n'existe aucun contrôle sur les revenus pétroliers. Et les personnes appartenant au petit cercle des privilégiés n'ont aucun intérêt à ce que la situation change.

Selon les analyses de la Banque mondiale, le pétrole a rapporté 17,8 milliards de dollars entre 1997 et 2002. Sur ce total, 4,2 milliards se sont « perdus », c'est-à-dire qu'ils ont été détournés vers des comptes privés. Au printemps 2003, le cabinet d'analystes « The Economist Intelligence Unit » a indiqué que 59 personnes en Angola se partageaient une fortune de 3,95 milliards de dollars. En comparaison, le produit intérieur brut, que les 13 millions d'habitants contribuent à créer, a atteint 10,2 milliards de dollars en 2002. La volonté d'enrichissement personnel n'a donc pas disparu ; seules les méthodes de corruption et la dissimulation se sont perfectionnées. C'est surtout en raison du manque de transparence que les États occidentaux et la Banque mondiale hésitent à accorder des crédits pour reconstruire le pays. Le gouvernement angolais prend les choses avec flegme : un crédit de 2,3 milliards, accordé par la puissance économique chinoise, vient de lui donner raison et de renforcer sa position dans les négociations avec les donateurs occidentaux.

L'espoir des élections de 2006

La majorité de la population est bien trop absorbée par la survie au quotidien pour pouvoir se préoccuper de ces questions et réclamer une plus juste répartition des biens. Les traces de la guerre sont encore très présentes. Et il faut du temps pour mettre en place les structures d'une société civile. De plus, la radio et la télévision d'État reflètent une autre réalité politique. Certes, les dispositions répressives qui jaugeaient la liberté d'expression en Angola ont été quelque peu assouplies. Mais on refuse toujours à la station catholique Radio Ecclesia, captée seulement à Luanda, le droit d'émettre sur l'ensemble du pays. Cet émetteur très respecté est considéré comme un contre-poids à la radio publique.

Une telle politique est d'autant plus surprenante que le parti gouvernemental MPLA est solidement installé à la tête de l'État, ce qui a sans nul doute assuré au pays une certaine stabilité au cours des dix dernières années. L'opposition associée au pouvoir – l'Unita, qui est désormais un parti politique – est affaiblie par des querelles intestines et l'arrogance de ses représentants dans les zones rurales n'a d'égale que leur ignorance.

Il est peu probable que les élections parlementaires de 2006 modifient les rapports de force, sans compter que le MPLA compte consacrer 320 millions de dollars à la campagne électorale. Le scrutin pourrait néanmoins provoquer quelques remous dans cet État qui n'est pas « défaillant », contrairement à d'autres pays africains ravagés par une guerre civile. ■

(De l'allemand)

* Peter Baumgartner a été correspondant du « Tages-Anzeiger » en Afrique de 1994 à 2004. Il est aujourd'hui journaliste à Nairobi, au Kenya.

La Suisse et l'Angola

Santé, réconciliation, sécurité

(bf) La division Aide humanitaire et Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) de la DDC est à l'œuvre en Angola depuis 1995. Au début, ses activités se sont concentrées sur la réhabilitation du réseau de transports et la reconstruction de ponts nécessaires à l'agriculture et au petit commerce. À l'époque, le bureau de coopération à Luanda et le bureau technique de Huambo réalisaient eux-mêmes des programmes et des projets, parallèlement à l'aide fournie par le biais d'agences onusiennes, d'organisations non gouvernementales internationales et de partenaires locaux. Depuis la reprise du conflit et la réorientation du programme en 1998, la DDC travaille exclusivement en collaboration avec des organisations partenaires. Doté d'un budget de 7,8 millions de francs en 2004, son programme est principalement destiné à la région située autour de la ville de Huambo, sur le haut plateau. Il comprend aujourd'hui trois thèmes prioritaires :

Services sanitaires de base : Les efforts portent sur le renforcement des capacités de diagnostic médical et l'amélioration des prestations dans le domaine de la santé génésique. Ils visent à enrayer la propagation du sida.

Sécurité alimentaire : Le programme aide les groupes défavorisés à améliorer leur autosubsistance par l'agriculture. Il renforce les capacités des communes afin qu'elles aient un meilleur accès aux moyens de production nécessaires à l'augmentation de la productivité agricole.

Promotion de la paix et réconciliation nationale : Les activités visent à promouvoir la formation et la sensibilisation en faveur d'une résolution pacifique du conflit. Des programmes favorisent l'*empowerment* de la société civile. Ils sont menés en collaboration avec la Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères.

Faits et chiffres

Nom

République d'Angola

Capitale

Luanda (env. 5 millions d'habitants)

Superficie

1,24 million km²

Population

Env. 13 millions d'habitants

Groupes ethniques

L'Angola compte environ 90 ethnies différentes, dont voici les principales :

Ovimbundus : 38% (haut plateau central)

Kimbundus : 23% (Luanda et son arrière-pays)

Bakongos : 13,5% (nord-ouest et enclave de Cabinda)

Lundas/Chokwés : 8% (est du pays)

Langues

Le portugais est la langue officielle. Elle est couramment utilisée et coexiste avec de multiples dérivés de la langue bantoue.

Indicateurs sociaux

Moins de 15 ans : 46%

Espérance de vie : 37 ans

Mortalité infantile : 192‰

Incidence du sida : 5,2%

Analphabètes : 44% des hommes, 72% des femmes

Religions

Religions indigènes : 47%

Catholiques : 38%

Protestants : 15%

Produits d'exportation

Pétrole et diamants.

L'exportation des autres ressources minières et des principaux produits agricoles, tels que le coton, le sucre ou le café, a été anéantie par la guerre civile et n'a pas encore été remise sur pied.

Repères historiques

1482 Le navigateur portugais Diego Cao découvre la côte angolaise.

1491 Les premiers marchands et missionnaires arrivent à la cour du manikongo Nzinga Nkuwu, qui règne sur le royaume du Kongo. Le manikongo se convertit au christianisme.

Jusqu'au 17^e s. L'Angola connaît diverses formes d'organisation sociale, allant des royaumes du nord aux petites communautés villageoises qui caractérisent la moitié sud du pays.

Jusqu'au milieu du 19^e s. L'Angola est le terrain de chasse des marchands d'esclaves portugais. Les captifs sont transportés par bateau vers le Brésil.

1928 Le Portugal se lance dans l'exploitation économique de l'Angola. La population est contrainte au travail forcé.

1961-1974 Guérilla contre les colonisateurs portugais.

1966 Scission entre l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) et le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), dominé par les citadins. L'Unita contrôle de larges portions du haut plateau, au centre du pays, négligé par les Portugais.

1974 Révolution des Œillets au Portugal. Le nouveau gouvernement renonce aux colonies.

1975 Des divergences éclatent lors des négociations sur la formation d'un gouvernement angolais et débouchent sur des affrontements armés entre les mouvements de libération. Le 11 novembre, l'Angola accède officiellement à l'indépendance.

1975-2002 Guerre civile entre l'Unita et le gouvernement contrôlé par le MPLA. D'obédience marxiste-léniniste, le MPLA reçoit l'appui de l'URSS et de Cuba, tandis que l'Afrique du Sud et les États-Unis soutiennent l'Unita, tournée vers le capitalisme.

1991 Accord de paix entre le gouvernement et l'Unita.

1992 Jonas Savimbi, dirigeant de l'Unita, ne reconnaît pas la victoire du MPLA aux élections. La guerre civile reprend.

1994 Le Protocole de Lusaka marque le début d'une période relativement stable. L'Unita contrôle la majeure partie des régions rurales de l'Angola et finance son fonctionnement par l'exploitation des diamants, tandis que le MPLA, toujours au pouvoir, se concentre sur les réserves de pétrole.

1998 Pression internationale sur Savimbi. L'ONU impose des sanctions visant à réduire le trafic des «diamants du sang» qui servent à financer les opérations militaires. Le pays sombre à nouveau dans la guerre.

2002 Le 22 février, Jonas Savimbi est assassiné. L'Unita renonce à son statut de mouvement rebelle pour devenir un parti politique. Le 2 mars, elle commence à négocier un cessez-le-feu avec le gouvernement. Un accord de paix est signé le 4 avril à Luena. La guerre civile est terminée. Bilan : 1,5 million de morts et 4,5 millions de réfugiés ou personnes déplacées.



Des candidats jusqu'au bout de la rue



Isabel do Carmo Pedro Marques est une étudiante âgée de 24 ans. Elle suit des cours de droit en troisième année à l'Université Agostinho Neto de Luanda, la seule université publique d'Angola. La tranche d'âge des 18-30 ans représente la majorité de la population angolaise. Des milliers de jeunes fréquentent encore l'université, de nombreux autres ont déjà terminé leur formation. Tous caressent un même rêve, presque impossible, celui de trouver un premier emploi.

On peut dire beaucoup de choses sur la recherche d'un premier emploi. Je voudrais être objective dans cette contribution et vous raconter ce qui m'est arrivé il y a deux semaines. Le *Jornal de Angola* a fait paraître une annonce mettant au concours différents postes dans une banque qui venait s'installer dans le pays. Les candidats étaient invités à se présenter le vendredi à huit heures du matin pour passer un test d'admission. Cependant, l'annonce était formulée de manière très vague. Elle n'indiquait même pas quelles exigences étaient requises ni quels documents il fallait fournir avec la postulation.

Vous ne devinerez jamais ce que j'ai découvert en arrivant sur place. Moi-même, je n'aurais jamais pu imaginer pareille scène : il n'était que 7 heures 20, et déjà un énorme groupe de plus de 2000 candidats se pressaient dans un local prévu pour 500 personnes ; une immense file d'attente s'était formée, elle commençait devant la porte du bâtiment où les tests devaient se dérouler et s'étendait jusqu'au bout de la rue.

C'était une tragédie : les gens se battaient pour pouvoir entrer et passer le test psychotechnique ; des policiers frappaient des jeunes ; il a même fallu faire intervenir la brigade canine pour tenter de contrôler la foule. Cependant, tous ces efforts ont été vains, car les personnes luttèrent de toutes leurs forces pour qu'on leur donne la possibilité de subir le test. Ceci, chers lecteurs, n'est pas un

conte. J'étais là, au milieu de la foule. Moi aussi, j'avais l'espoir de passer ce test et de trouver un travail.

Les offres d'emploi sont une véritable farce, car on ne sait jamais si les postes mis au concours existent réellement ou pas. Les conditions posées par les entreprises, tant privées que publiques, sont les suivantes : licence universitaire, deux ans d'expérience professionnelle, maîtrise de l'anglais écrit et parlé, des notes dont la moyenne annuelle dépasse 14 points. Ceci est totalement absurde dans un pays où il n'existe qu'une université publique, où l'année académique commence en janvier et finit en janvier de l'année suivante et où l'évaluation ne porte pas sur ce que l'on sait, mais sur qui l'on est. En effet, seuls les fils et les filles des familles au pouvoir obtiennent des places dans les grandes entreprises, comme les compagnies du secteur pétrolier ou de l'industrie du diamant.

Chers lecteurs, si je devais dire tout ce que j'ai dû endurer pour obtenir mon premier emploi, cela occuperait la totalité de cette revue. Cela m'attriste de décrire ainsi mon pays. Il est affligeant de voir autant de jeunes sans perspective de vie. Les uns sont déjà formés, les autres sont en cours de formation, mais rares sont ceux qui auront, comme moi, la chance de démontrer leur potentiel. Beaucoup de ces jeunes finissent par vendre des marchandises dans la rue. D'autres sombrent dans la délinquance, ce qui ne fait qu'amplifier la violence régnant dans la capitale, Luanda.

Nous, les jeunes Angolais, ne demandons pas que l'on nous fasse des cadeaux. Nous voudrions simplement avoir la possibilité de participer à la reconstruction du pays, afin de pouvoir plus tard être fiers de notre travail.

Je vous quitte avec une phrase d'encouragement pour celles et ceux qui pourraient se trouver dans la même situation que mes concitoyens et moi : « Le plus important, c'est d'avoir le courage d'avancer et l'espoir de changer notre pays. » ■

(Du portugais)



Carlos Quarta / Still Pictures



Indispensable harmonisation

L'harmonisation occupe une place centrale dans le débat sur la politique de développement. Mais que recouvre exactement ce terme ?

Premièrement, l'harmonisation doit permettre de mieux coordonner les différents acteurs et leurs agendas dans le système international de la coopération au développement. Elle constitue une nécessité permanente, car les nombreux intervenants (organismes onusiens, institutions de développement et de financement, partenaires bilatéraux, ONG, etc.) ne cessent d'évoluer dans un contexte dynamique.

Par exemple, les cadres et les collaborateurs changent de poste, ou alors certains acteurs sont appelés à prendre en charge des domaines qui n'appartiennent pas à leurs activités principales. De plus, les acteurs sont en compétition pour accéder aux sources de financement, lesquelles exercent une influence sur l'établissement de l'agenda. Comment s'étonner dès lors que la politique s'en mêle, avec ses intérêts cachés ou clairement affichés ? L'harmonisation de la coopération internationale se fonde sur le dialogue, le partenariat et la continuité. L'ajustement de la coordination reste un devoir permanent.

Deuxièmement, l'harmonisation porte aussi sur les pratiques de mise en œuvre de l'aide bilatérale. Il s'agit de coordonner – par exemple entre la Suisse, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège et l'Allemagne – la planification des activités dans les pays d'intervention. L'orientation des prestations doit s'inscrire dans les politiques nationales de lutte contre la pauvreté. Les bailleurs de fonds doivent également harmoniser les contenus de l'aide et les approches.

En fait, cela devrait aller de soi. Pourtant, il reste

beaucoup à faire dans ce domaine : le dialogue ne peut fonctionner sur le terrain et dans les centrales que s'il existe une véritable volonté de le mener, si la plus-value à créer est manifeste et si les gouvernements des pays en développement sont sur la même longueur d'onde.

De leur côté, les pays donateurs doivent poursuivre leurs efforts de décentralisation. La coordination et l'harmonisation s'opèrent sur place, dans les pays d'intervention, entre des grands et des petits partenaires, qui tous souhaitent accéder aux forums et organes concernés. Ce point revêt une importance particulière pour la Suisse, qui n'a pas l'intention de faire cavalier seul et qui entend apporter une contribution active. Voilà pourquoi la DDC et le seco s'attachent à appliquer ensemble les décisions prises au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Même si les progrès ne sont pas faciles à réaliser, il importe de consentir davantage d'efforts internationaux en matière d'harmonisation. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Deuxième vie pour une étoile

Radio Ndeke Luka

Quand les casques bleus de l'ONU ont quitté la République centrafricaine en 2000, leur radio a été reprise par la Fondation Hironnelle sous le nom de Ndeke Luka, «l'oiseau de bon augure». Dans ce pays où de multiples crises politico-militaires ont gravement affecté la population civile, Radio Ndeke Luka se concentre sur des thèmes tels que le développement, la sécurité, la gouvernance, le maintien de la paix et le respect des droits de l'homme. La station émet 24 heures sur 24 en modulation de fréquence vers la capitale Bangui. Elle diffuse un programme quotidien d'une heure en ondes courtes, qui couvre l'ensemble du territoire.

Agence Hironnelle

Depuis 1996, l'Agence d'information, de documentation et de formation (AIDF) suit les travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda, à Arusha, en Tanzanie. À l'origine, ses dépêches étaient destinées à Radio Agatashya. Lorsque cette station a été fermée, «l'agence Hironnelle» a élargi ses activités. Aujourd'hui, elle livre des informations en français, anglais et swahili à différents médias locaux et internationaux. Composée de huit journalistes africains et d'un chef de projet français, l'AIDF est le seul média à couvrir quotidiennement les audiences de ce tribunal.



Fondation Hironnelle (3)

Muselée pendant plusieurs années, Star Radio a pu reprendre ses émissions en mai dernier au Liberia. Seule station indépendante du pays, elle fournit des informations complètes et impartiales en vue des élections générales de cet automne. Elle est soutenue par la fondation suisse Hironnelle, spécialisée dans la création de médias en zones de crise.

(jls) Les armes se sont tuées au Liberia depuis que Charles Taylor a été chassé du pouvoir en août 2003. Quelque 15 000 casques bleus préservent une paix fragile. Ce petit pays d'Afrique occidentale, dévasté par quatorze ans de guerre civile, s'efforce de reconstruire ses infrastructures et ses institutions. Des élections présidentielles et législatives, les premières depuis la fin de la guerre, sont prévues pour le 11 octobre prochain.

Les émissions de Star Radio font une large place à la préparation de ce scrutin. Elles aident les électeurs à comprendre les enjeux et à se forger une opinion. La plupart des autres radios sont contrôlées par l'un ou l'autre des partis en lice. «Star Radio répond à une réelle demande de la part du public», relève Darcy Christen, de la Fondation Hironnelle (FH) à Lausanne. «Dans une période instable de transition, comme celle que traverse actuellement le Liberia, la population a un besoin accru d'informations crédibles, équilibrées et non partisans.» La radio reste le princi-

pal moyen de communication dans un pays où le taux d'illettrisme dépasse 70 pour cent.

Réduite au silence

Au Liberia, le retour de Star Radio était très attendu. Durant ses premières années d'existence, de 1997 à 2000, cette station était devenue la plus populaire du pays. Bénéficiant du soutien de plusieurs pays occidentaux, dont la Suisse, elle pouvait se permettre d'aborder des sujets jugés tabous, comme la corruption, la guerre ou le trafic de diamants. Les autres médias s'engouffraient alors dans la brèche et traitaient à leur tour ces thèmes sensibles.

«Star Radio a été une source d'émulation dans le paysage médiatique. Elle a contribué à améliorer la qualité générale de la presse libérienne», se souvient Darcy Christen. Mais l'information objective et critique de Star Radio avait le don d'irriter le président Taylor. Après diverses tracasseries, l'ancien seigneur de guerre a fini par ordonner en

mars 2000 la fermeture définitive de cet émetteur, qui faisait par ailleurs concurrence aux radios de son propre groupe de presse. L'interdiction n'a été levée qu'après le départ du dictateur, chassé du pouvoir en 2003.

Le temps de réunir le financement nécessaire, la Fondation Hironnelle a relancé son projet à la fin du mois de mai dernier. Elle a pu réengager beaucoup de journalistes libériens qui faisaient partie de l'ancienne équipe. Star Radio est aujourd'hui encore la seule station à couvrir l'ensemble du territoire national, émettant en modulation de fréquence vers la capitale Monrovia et en ondes courtes vers les zones rurales plus éloignées. Les bulletins d'information sont diffusés en 17 langues locales, en anglo-libérien, en anglais et en français.

Un réseau de quinze correspondants couvre l'actualité régionale. « Il est important que les programmes donnent aux auditeurs une vision de l'unité nationale », souligne Darcy Christen. Deux expatriés – un chef de projet et une administratrice – apportent leur savoir-faire aux collaborateurs locaux. Ils se retireront d'ici une année, lorsque le personnel libérien sera en mesure d'assurer complètement le contrôle de la station.

La radio, instrument de paix

Le redémarrage de Star Radio coïncide avec le dixième anniversaire de la Fondation Hironnelle. Celle-ci a été créée en 1995 pour soutenir Radio Agatashya, une station à vocation humanitaire qui s'adressait aux populations de la région des Grands Lacs après le génocide rwandais. Par la suite, la FH a mis sur pied plusieurs autres émetteurs indépendants dans des pays en crise ou sortant d'une guerre civile.

Hormis Star Radio, elle réalise aujourd'hui trois projets en Afrique: Radio Okapi en République démocratique du Congo, Radio Ndeke Luka en Centrafrique et une agence de presse auprès du



Tribunal international pour le Rwanda. Elle offre également un appui technique à la radio-télévision du Timor oriental. Ses projets sont financés par la DDC et une dizaine d'autres bailleurs de fonds institutionnels.

La Fondation Hironnelle considère l'information impartiale comme un puissant instrument de paix, susceptible de favoriser la réconciliation nationale et la reconstruction. Ses médias respectent une stricte éthique journalistique, dont les principes sont transmis aux collaborateurs par le chef de projet. « Ce cadre est toujours un journaliste de haut niveau. Il gère la radio et représente la fondation auprès des autorités », précise Jean-Pierre Husi, directeur de la FH. « Dans plusieurs situations très tendues, la présence d'un responsable expatrié a évité de graves problèmes à nos médias. »

Très attachée au pluralisme de la presse, Hironnelle veille à ne pas concurrencer les stations existantes. Ainsi, elle s'interdit tout recours à la publicité, ajoute Jean-Pierre Husi. « Aussi longtemps que nos radios bénéficient de financements internationaux, il serait déloyal de mordre dans le gâteau publicitaire qui fait vivre les autres stations. Notre présence ne doit en aucune manière porter préjudice aux autres médias. » ■

Radio Okapi

Lancée en 2002, Radio Okapi a pour mission d'accompagner le processus de paix et de soutenir la réunification nationale en République démocratique du Congo (RDC), un pays ravagé par six années de guerre civile. Elle est la seule radio dont les émissions peuvent être captées dans toute la RDC, qui compte 56 millions d'habitants. Géré par la Fondation Hironnelle en partenariat avec la Mission des Nations Unies au Congo, ce vaste réseau radiophonique comprend un studio à Kinshasa et huit stations régionales. C'est le projet le plus ambitieux que la fondation ait jamais mis sur pied. Une dizaine de journalistes occidentaux appuient quelque 150 collaborateurs locaux. Les émissions sont diffusées en français et dans les quatre langues nationales (lingala, swahili, kikongo et tshiluba).



L'eau courante, enfin!

Pendant des décennies, le réseau d'alimentation en eau du Kosovo s'est trouvé dans un état déplorable. Six ans après la fin de la guerre, il est devenu normal pour les ménages kosovars de voir couler de l'eau au robinet. Les travaux de réhabilitation ont été réalisés avec l'aide de la DDC et du seco.



Rhodi Jones / Paros / Strates

Définir le statut du Kosovo

L'ONU doit fixer cette année encore le calendrier des négociations sur le statut final du Kosovo. La majorité de la population albanaise souhaite la création d'un État indépendant. Les troubles de mars 2004 ont montré qu'une nouvelle escalade de la violence risquerait de s'étendre à l'ensemble de la région. La fondation d'un État kosovar n'ira pas sans mal. Les structures héritées de l'ex-Yougoslavie ont été démantelées. Cette province n'a jamais connu ni un modèle de société pluraliste ni un État de droit démocratique. De plus, l'instauration d'une économie de marché n'en est qu'à ses balbutiements et le Kosovo compte parmi les régions les plus pauvres d'Europe : environ 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

(mr) Conduites trouées, filtres inefficaces, installations rouillées, compteurs manquants, toits démolis : à la fin de la guerre du Kosovo, les installations de traitement de l'eau et le réseau de distribution étaient complètement délabrés. Une grande partie de l'eau s'infiltrait dans le sol avant d'arriver dans les maisons raccordées. Le mécontentement a rapidement grandi au sein de la population. Au point que pratiquement plus personne n'acceptait de payer les factures d'eau.

Pour remédier à cette situation, la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (seco) ont lancé divers projets dans cinq communes situées au sud du Kosovo : Gnjilane/Gjilan, Kacanik, Vitina/Viti, Kosovska Kamenica et Urosevac/Ferizaj. La population de la région comprend de nombreux réfugiés revenus de Suisse, mais aussi d'importantes minorités ethniques (Serbes, Roms et Ashkalis). Ces groupes ne bénéficiant que d'une liberté de mouvement limitée, ce sont justement eux qui ont besoin d'un approvisionnement en eau sûr et opérationnel.

« Il ne s'agissait pas seulement de réhabiliter les installations, mais aussi de sensibiliser la population », explique Martin von Kaenel, mandaté par la DDC et le seco pour veiller à la réalisation du projet. « Une campagne d'information a été organisée pour expliquer aux gens que seul le paiement régulier des factures d'eau permettra de maintenir les installations en bon état. »

Cela suppose toutefois que les autorités soient en mesure de facturer correctement la consommation d'eau. Après avoir réparé les installations et les conduites, on a donc installé des compteurs. En outre, le personnel administratif a dû apprendre à tenir une comptabilité sur un système informatique et à vérifier le paiement des factures. Enfin, la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a décidé de regrouper les installations de traitement de l'eau au niveau régional, afin qu'elles fournissent à la population des services plus efficaces. ■

(De l'allemand)

Des femmes au premier plan

(sfx) Nommée par le Conseil fédéral à la tête de l'ambassade de Suisse au Bangladesh, Dora Rapold a pris ses fonctions en juin dernier. Jusqu'à récemment, elle était vice-directrice de la DDC et cheffe de la division des Ressources thématiques. La nouvelle ambassadrice à Dacca est également coordinatrice des programmes de la DDC dans ce pays. Née en 1952 à Thalwil, Dora Rapold a étudié la sociologie à Zurich, Munich et Mexico, en mettant l'accent sur les questions de développement. Ses études ont été couronnées par un doctorat sur le développement rural et le rôle de la femme. Dora Rapold a d'abord travaillé dans la recherche, puis pour des organismes privés de développement et pour le HCR. Elle est entrée en 1989 à la DDC, où elle a dirigé dès 1992 le service des organisations non

gouvernementales. Coordinatrice en Afrique du Sud de 1995 à 1998, elle a mis sur pied le programme suisse d'aide à ce pays. Puis elle a repris la direction de la division des Services sectoriels et, en 2000, celle de la division des Ressources thématiques.

Pour lui succéder à la tête de cette division, la DDC a nommé Beate E. Wilhelm. Née en 1965, celle-ci a étudié la géographie à l'Université de Stuttgart (Allemagne), sa ville natale, en privilégiant la géographie économique et l'organisation du territoire. En 1999, elle a obtenu son doctorat à l'Université de Zurich avec une thèse consacrée au transfert de connaissances et de technologie. Après avoir travaillé pour l'Institut Fraunhofer d'économie et d'organisation du travail et l'Institut Fraunhofer de la fabrication et de l'automatisation à Stuttgart, elle a été cheffe

de projet à l'Université de Saint-Gall. En 2001, Beate Wilhelm est entrée chez z-link, à Zurich, une institution active dans le domaine du transfert de connaissances et de technologie. En 2002, elle a repris la direction de cette interface entre l'économie, l'administration et les hautes écoles.

Médiation suisse au Népal

(jtm) Après avoir dirigé depuis 2001 la section Prévention et transformation des conflits à la DDC, Günther Bächler se consacre désormais à une nouvelle tâche. Depuis le 1^{er} mai, il est conseiller spécial pour la promotion de la paix au Népal, un mandat qui lui a été confié par la Division politique IV du DFAE. Sa mission, qui devrait durer deux ans, vise à créer des conditions favorables à une résolution pacifique du conflit. La coopération suisse est active au

Népal depuis plus de quarante ans, principalement dans les régions de montagne extrêmement pauvres. Une interminable guerre politique et sociale entrave la lutte contre une pauvreté largement répandue. C'est pourquoi la Confédération a décidé de compléter ses autres programmes en s'engageant davantage dans le domaine de la transformation de conflits. Lors de sa réunion de cette année, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une résolution, présentée par la Suisse, sur la situation des droits de l'homme au Népal. Et le gouvernement népalais a accepté que l'ONU déploie des observateurs sur place. La Suisse entend profiter de cet élan né à Genève pour travailler avec d'autres États intéressés à la résolution du conflit armé au Népal.

Au fait, qu'est-ce qu'un CSLP?

(bf) L'abréviation CSLP correspond à Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Ce concept a été mis au point par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international qui l'ont présenté en 1999, notamment en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par les Nations Unies. Les CSLP sont propres aux pays concernés. Ils se basent sur le principe suivant: les pays pauvres élaborent eux-mêmes des stratégies dans le but de développer leur économie et de lutter contre la pauvreté, et ils se chargent de les mettre en œuvre; de leur côté, les pays donateurs soutiennent ce processus. Les CSLP sont élaborés de manière participative sous la responsabilité du gouvernement national. Cela signifie que l'ensemble de la société civile – partis, parlements, syndicats, associations patronales, organisations non gouvernementales, Églises, coopératives et communautés de base – participe à leur élaboration et à leur mise en œuvre. Les CSLP comprennent des aspects économiques, financiers et sociaux. Ils analysent la pauvreté et les moyens de l'atténuer.

La Suisse s'engage en faveur de ces stratégies, qui constituent un mécanisme essentiel au service des pays concernés et de la communauté internationale pour harmoniser et rendre plus efficaces les efforts de développement. Elle les considère comme des documents majeurs pour l'orientation de la coopération internationale vers deux objectifs: réduire la pauvreté et atteindre les OMD. C'est pourquoi elle soutient activement les CSLP

dans les pays avec lesquels elle coopère. Compte tenu de ses ressources limitées, la DDC doit cependant rester sélective. Elle appuie en particulier les efforts qui tendent vers un ancrage large et démocratique au sein de la population, qui renforcent la participation des parlements, de la société civile et du secteur privé, et qui permettent aux couches les plus pauvres de faire entendre leur voix dans la discussion des processus de développement.



Jörg Böhling / agenda

Une aide sonnante et trébuchante



Tuerentis / laif



Tuerentis / laif



Kuening / laif



Grossmann / laif

Qu'est-ce qu'un projet cash ?

Au lieu d'une aide humanitaire classique, qui prend la forme de vivres et de prestations en nature, les bénéficiaires reçoivent des versements en espèces pour couvrir leurs besoins les plus urgents. Les projets cash correspondent néanmoins à des besoins et à des situations spécifiques. *Cash pour la reconstruction d'habitations privées* : les personnes dont la maison a été détruite reçoivent de l'argent pour la reconstruire.

Cash pour les familles d'accueil : les familles qui recueillent des réfugiés ou des personnes déplacées bénéficient d'un soutien financier.

Cash pour les victimes de catastrophes naturelles : les personnes sinistrées, qui ont perdu leur maison ou leurs moyens de subsistance, reçoivent un pécule qui les aide à reprendre leur avenir en main.

Cash pour les plus vulnérables : l'argent versé permet aux personnes défavorisées de couvrir leurs besoins essentiels (vivres, médicaments, bétail).

L'aide humanitaire sous forme de contributions financières reste rare et suscite encore des controverses. Pourtant, la division Aide humanitaire de la DDC a fait jusqu'ici de bonnes expériences avec ce qu'elle appelle des «projets cash», comme ceux qui ont été réalisés par exemple en Asie du Sud après le tsunami. De Maria Roselli.

Six mois environ après le terrible séisme qui a dévasté l'Asie du Sud, la reconstruction bat son plein dans toute la région. C'est aussi le cas au Sri Lanka, où les villageois des régions de Matara, dans le sud de l'île, et de Trincomalee, dans l'est, ont entrepris de reconstruire eux-mêmes leurs maisons. Les bâtiments qui renaissent ne sont ni standardisés ni préfabriqués. Les victimes du tsunami peuvent en effet décider à quoi ressembleront leurs habitations. Et ils les bâtissent avec l'aide d'autres villageois sinistrés.

Ces travaux individuels correspondent aux besoins réels des victimes. Ils sont financés par des contributions en espèces, qui sont octroyées dans le cadre d'un projet cash destiné à soutenir la reconstruction des maisons. L'argent permet aux

propriétaires d'acheter le matériel nécessaire et de financer les travaux. Il est versé en plusieurs tranches, liées aux différentes étapes de la construction qui ont été convenues. Au besoin, les villageois peuvent faire appel à l'aide de professionnels du bâtiment.

En cas de catastrophe ou de conflit, la communauté internationale fournit généralement une aide humanitaire traditionnelle. Elle achemine dès que possible des secours sur place et aménage des abris provisoires. Cette aide est indispensable. Toutefois, il est souvent apparu que des versements directs bien ciblés complétaient de manière optimale l'aide conventionnelle.

Malgré les bonnes expériences déjà réunies, les projets cash restent controversés. Depuis 1999, la

DDC a réalisé 15 projets de ce type et entend les multiplier à l'avenir. «Même si de nombreux préjugés subsistent au niveau international, nous sommes totalement convaincus que cette forme d'aide est efficace», déclare Mathias Rickli, responsable des projets cash à la DDC.

Des listes précises pour éviter les abus

Certains expriment leur scepticisme. Ils craignent surtout que l'aide financière n'engendre des abus, bien que la fourniture de marchandises coûte beaucoup plus cher et que la distribution échappe souvent à tout contrôle. Ils argumentent que les produits font défaut sur les marchés locaux et que les bénéficiaires ne sont pas en mesure d'utiliser judicieusement une contribution en argent liquide. À leurs yeux, la remise d'argent pose en outre des problèmes de sécurité.

Mathias Rickli rejette ces arguments: «Selon les expériences réunies dans le cadre de nos projets, le risque d'abus n'est pas plus grand avec des versements en liquide qu'avec la distribution de marchandises. Au contraire!» Pour éviter les abus dans la mesure du possible, il importe de sélectionner et d'enregistrer les bénéficiaires avec le plus grand soin. Ceux-ci doivent remplir des critères très précis. Un tel projet ne sera perçu de manière positive que si les personnes concernées le jugent équitable et transparent. Dans le cas des activités menées au Sri Lanka, ce sont les autori-

tés locales qui ont pris en main l'enregistrement des bénéficiaires. Selon les critères retenus, seules étaient admises les personnes dont la maison avait été détruite ou endommagée par le tsunami. En outre, leur habitation devait se situer à un emplacement où il est possible de la reconstruire conformément à la nouvelle loi en vigueur, soit à 100 mètres au moins de la plage. Les habitants ne remplissant pas ces conditions étaient exclus du projet. Les bénéficiaires ont reçu une somme de 2500 dollars si leur maison avait été complètement détruite ou 1000 dollars si elle avait été détruite jusqu'à 40 pour cent.

Les autorités ont établi la liste des bénéficiaires sur la base de ces critères. Les collaborateurs de la DDC ont ensuite procédé à des contrôles aléatoires. Par ailleurs, la liste a été affichée dans les villages afin de garantir un contrôle social. «Tous les habitants ont pu la consulter, mais cela n'a suscité pratiquement aucune réclamation. Au contraire, le projet a été très bien accepté», constate Rene Küng, coordinateur de l'Aide humanitaire de la DDC au Sri Lanka.

Renforcement de l'esprit communautaire

La DDC a déjà fait de bonnes expériences avec ses programmes cash dans les Balkans, dans le nord et le sud du Caucase, en Moldavie et en Mongolie. Le recours à des contributions financières se justifie pour différentes raisons: la pre-



Conditions préalables

Un projet cash ne peut être mis en œuvre sans que quatre conditions fondamentales aient été remplies. Premièrement, le gouvernement local et son administration doivent être prêts à coopérer avec le projet. Deuxièmement, l'enregistrement des bénéficiaires doit être assuré. Cela n'est possible que si la situation politique est stable et si la sécurité des collaborateurs locaux et expatriés est garantie. Troisième condition: il est indispensable que les bénéficiaires puissent être identifiés sans la moindre ambiguïté (pièces d'identité officielles). Enfin, il faut un système bancaire ou postal qui fonctionne bien au niveau local, faute de quoi les versements ne pourront pas être assurés.



Kuenzlig / laif

La preuve par les chiffres

Entre 1999 et 2004, l'Aide humanitaire de la DDC a consacré environ 24 millions de francs à divers projets cash. Au total, 360 000 personnes en ont bénéficié. Un soutien financier a été accordé à quelque 57 000 familles ayant recueilli des réfugiés ou des personnes déplacées, à environ 8 000 personnes touchées par une catastrophe naturelle et à 15 000 personnes socialement défavorisées. Cette aide a considérablement facilité leur réhabilitation sociale.

mière d'entre elles est le faible coût administratif et la possibilité de mettre en œuvre un projet rapidement. De plus, les frais de transaction sont faibles en comparaison avec la livraison de secours, car il n'y a aucun coût de transport ou de stockage dans des entrepôts.

D'autres facteurs plaident pour les versements ciblés d'argent liquide. Dans les régions de Matara et de Trincomalee, les villageois concernés ont par exemple participé dès le début à la planification et à la reconstruction des maisons. Cela les a aidés à surmonter leur statut de victimes et à prendre leur destin en main.

Par ailleurs, le projet a tenu compte de la solidarité traditionnelle entre les villageois et s'est employé à la promouvoir. Les membres de la communauté reconstruisent leurs maisons en s'aidant les uns les autres. Pour assurer que les maisons de tous les bénéficiaires puissent être bâties, les paiements sont effectués en quatre tranches. La première, qui a déjà été versée, devait financer les fondations. Le deuxième versement n'aura lieu que lorsque tous les bénéficiaires auront achevé la première étape des travaux. «De cette manière, on vient aussi en aide aux femmes seules et aux personnes qui n'ont aucune notion du bâtiment», explique Rene Küng.

Les familles d'accueil, un soutien sans pareil

«Aux côtés des personnes directement frappées par une catastrophe, d'autres sont touchées indirectement: les familles ou les individus qui offrent spontanément un gîte aux victimes. La DDC est persuadée qu'une aide ciblée à ces hôtes impro-

visés peut stabiliser les mouvements de population dans une région en crise», explique Hannes Herrmann, responsable d'un projet de la DDC à Banda Aceh (Indonésie). Ce projet offre un soutien aux familles qui ont recueilli sous leur toit les victimes du tsunami.

Un protocole d'accord a été signé entre la DDC et le gouvernement indonésien pour la mise en œuvre du projet. À la suite du raz-de-marée, les frais de logement, de nourriture, d'électricité, de chauffage et d'eau ont représenté une lourde charge pour des budgets familiaux le plus souvent modestes. Ils ont largement dépassé les possibilités de l'hospitalité traditionnelle, au demeurant fort généreuse. Cependant, si tout le monde s'accordait à reconnaître l'effort des familles d'accueil, ni les autorités nationales ni les organisations humanitaires ne l'avaient jusqu'ici récompensé à sa juste valeur.

«Le projet cash réalisé par la Suisse a donné un signe positif», se réjouit Mathias Rickli. En Indonésie, il a en effet permis de soutenir quelque 7 500 familles qui avaient recueilli des victimes du tsunami. Grâce à lui, 40 000 à 50 000 personnes sinistrées ont ainsi pu vivre dans un cadre familial plutôt que dans un camp, ce qui facilitera leur retour à la «vie normale». ■

(De l'allemand)

Qui émigre ?

Les causes de l'émigration sont diverses : les guerres, les dictatures, la corruption ou l'exploitation érigées en institution, la détérioration des termes de l'échange, le mépris. L'émigration est une décision douloureuse. La personne qui émigre se trouve au bout du désespoir, au bout de la raison, au bout de la vie. Quand une personne quitte son milieu, elle se trouve dans un état second. Son pays est saccagé par des dirigeants et des gens sans scrupules, avec la complicité des gouvernements du Nord. Ces derniers, qui s'insurgent contre l'immigration, devraient réfléchir au lieu de se barricader. Leurs frontières seront défoncées d'une manière ou d'une autre. La horde qui avance du Sud vers le Nord, de l'Est vers l'Ouest, est poussée par une force terrible. L'imagination de ces *desperados* est si aiguës qu'elle contrecarrera toute politique pure et dure en matière d'immigration.

Quand les pays du Nord soutiennent les dictatures, entretiennent des économies de guerre, arment les uns et les autres, continuent de sucer les ressources de la planète, méprisent les règles de justice et de morale dont pourtant ils se targuent. Quand des pays dits développés, même au-dessus de tout soupçon, accueillent dans

les coffres de leurs banques les biens qui appartiennent aux peuples, des biens détournés par des dirigeants et des individus corrompus, cupides et stupides. Quand un enfant d'un pays producteur de cacao ne mange pas de chocolat. Quand les femmes de la Sierra Leone et du Liberia ne portent pas de diamants. Quand un Congolais de la RDC, dont le pays peut nourrir et étancher la soif de tout le continent, en arrive à manger des semelles bouillies ou fouille dans les poubelles des coopérants, des ambassades et autres expatriés à la recherche d'une feuille de salade flétrie ou d'une couenne de jambon. Quand des peuples entiers sont réduits à la misère et à l'errance. Quand les sous-sols de leurs pays servent de décharges aux déchets nucléaires. Que peuvent faire ces peuples ?

Les pays dits développés doivent voir dans l'immigration les méfaits de leur indifférence, les conséquences de leurs relations avec le reste du monde, où vivent aussi des êtres humains. Pour l'instant, ils la perçoivent comme l'afflux d'innombrables «étrangers» venus «manger leur pain» et «dépuceler» leurs filles qui ne l'étaient plus. Les pays dits développés doivent revoir leur approche. Cela implique la régularisation des personnes déjà immigrées, qui paieront

alors des taxes et des impôts. D'autre part, les pays du Nord peuvent contribuer à fixer ceux qui ne sont pas encore partis, notamment en cessant l'exploitation éhontée de leurs pays et en reconsidérant la politique d'aide au développement.

Les pays du Nord se sont enrichis, et ils continuent de le faire, avec les ressources humaines et naturelles des pays d'origine de ces immigrés. Tous, sans exception. Les conférences de Berlin en 1885 et de Yalta en 1945 n'auraient pas dû décider le découpage du gâteau colonial ou le partage du monde entre vainqueurs, mais plutôt la restitution de leur dignité humaine à tous les peuples de la Terre. Si l'on n'y prend garde, l'immigration ne sera qu'une étape dans une dynamique irréversible qui menacera la sérénité indécente des vautours et des charognards repus. Et puis, nous sommes tous des étrangers, tous des immigrés. Que celui qui ne l'est pas jette la première pierre sur un immigré ! ■



Doris Pokelowski

Ken Bugul, de son vrai nom Mariétou Mbaye Biléoma, est une écrivaine sénégalaise née en 1947. En langue wolof, son pseudonyme signifie «Personne n'en veut». Elle a étudié au Sénégal et en Belgique. Depuis vingt ans, elle vit avec sa famille à Porto Novo, au Bénin. Son dernier roman *Rue Félix-Faure* est paru ce printemps aux éditions Hoëbeke. Cinq autres ouvrages l'avaient précédé : *Le baobab fou* (Nouvelles Éditions africaines, 1982), *Cendres et braises* (L'Harmattan, 1994), *Riwan ou le chemin de sable* (Présence africaine, 1999), *La folie et la mort* (Présence africaine, 2000) et *De l'autre côté du regard* (Le Serpent à plumes, 2003). Ken Bugul a reçu en 1999 le Grand Prix littéraire de l'Afrique noire. À côté de son métier de romancière, elle anime des ateliers d'écriture pour des gens de milieux défavorisés, elle est active dans le commerce d'objets d'art et d'œuvres culturelles, et elle a travaillé durant dix ans pour une organisation internationale de développement.



Dominic Büttner / pixel



« La tradition n'est jamais figée »

Pionnière de la littérature africaine francophone, Aminata Sow Fall observe depuis trente ans les mœurs et le fonctionnement de la société sénégalaise. Ses romans, traduits en quinze langues, abordent avec humour et finesse des thèmes tels que le système des castes, la mendicité, la migration ou les nouveaux riches. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

Un seul monde : Dans votre deuxième roman *La Grève des bâttu*, paru en 1979, vous montriez l'utilité sociale des mendiants dans un pays où l'on fait l'aumône dans l'espoir d'influencer son destin. La situation est-elle différente aujourd'hui ?

Aminata Sow Fall : La mendicité a empiré, surtout à cause de l'exode rural. À l'époque, les gens mendiaient par nécessité. Maintenant, ils le font souvent par facilité, au lieu d'aller chercher du travail. Quant à ceux qui font l'aumône, ils se montrent parfois plus généreux

qu'avant, car le pouvoir d'achat a augmenté dans quelques groupes sociaux. L'aumône est l'un des piliers de l'islam, religion majoritaire au Sénégal. Les croyances traditionnelles, elles aussi, érigent la charité en devoir. À l'aumône spontanée s'ajoutent les dons prescrits par

le marabout. Les gens pensent que celui-ci peut changer le cours de leur destin grâce à sa science occulte. Ils vont le voir s'ils sont au chômage, si leur ménage ne marche pas, etc. Le marabout leur enjoint généralement de faire la charité afin de faciliter le travail mystique.



Le phénomène de la mendicité enfantine s'est également amplifié. Jadis, le maître de l'école coranique enseignait l'humilité à ses élèves, les *talibés*, en les envoyant mendier des restes de nourriture. Cette tradition a été totalement dévoyée. Aujourd'hui, de prétendus marabouts exploitent de très jeunes enfants qui doivent leur rapporter chaque jour une certaine somme d'argent.

Les traditions sont très présentes dans vos livres. Que sont-elles pour vous? Un patrimoine à préserver ou une entrave au progrès?

Les traditions constituent notre culture originale. Ce sont des habitudes, des gestes qui ont été

élaborés au fil des siècles. La tradition n'est jamais figée, elle évolue avec l'histoire. On ne peut pas marcher à reculons. Au fur et à mesure que le temps passe, de nouvelles données nous amènent à réajuster nos certitudes. Cela dit, tout ce qui est culturel ne va pas nécessairement dans le sens du progrès. Certaines traditions sont des entraves à la dignité humaine et se perpétuent le plus souvent par ignorance. C'est le cas de l'excision. Sur la dizaine d'ethnies que compte le Sénégal, seules quelques-unes la pratiquent. Ce n'est donc pas une règle générale. Dans l'ethnie wolof, à laquelle j'appartiens, l'excision n'existe pas. Il faut éduquer les femmes, pour

qu'elles prennent conscience de leurs droits et résistent à cette tradition néfaste.

Autre pratique discriminatoire à l'égard des femmes, la polygamie est ancrée dans la loi au Sénégal. Êtes-vous favorable à son abolition?

Je suis opposée à la polygamie. Mais il ne sert à rien de légiférer pour l'abolir, car les gens passeront outre. Là encore, tout peut se régler par l'éducation et la conviction. Si les femmes refusent d'entrer dans un ménage polygame, cette pratique disparaîtra d'elle-même. Hélas, nous en sommes encore loin. Selon le Code de la famille, le futur mari doit choisir devant l'officier d'état civil entre la polygamie

et la monogamie. Et le mariage n'est conclu que si la future épouse donne son accord. Or, les statistiques montrent que la majorité des couples se marient sous le régime de la polygamie. Cela signifie que les femmes ont cautionné cette option.

Un autre de vos ouvrages, *Donceurs du bercail*, dénonce les tracasseries subies par les Africains à leur arrivée en Europe et prône l'amour de la terre natale.

Désapprouvez-vous les jeunes qui émigrent à la recherche d'une vie meilleure? L'émigration peut être un enrichissement, une sorte d'initiation, à condition toutefois de conserver sa dignité et de ne pas



Cordelia Kropke



Laurent Guirard / Edipresse

charité. Nous remboursons même beaucoup plus que les sommes prêtées. Je suis peut-être idéaliste, mais je pense que chacun doit penser à ce qu'il peut apporter lui-même à son pays. Au lieu d'avoir l'œil braqué sur le donateur.

C'est dans cet esprit que vous avez créé en 1989 à Dakar le Centre d'animation et d'échanges culturels (CAEC)?

À l'époque, les organisations locales de développement se préoccupaient uniquement du bien-être matériel de la population. Mais l'être humain ne vit pas que pour son ventre. Il a besoin de développer également sa conscience, sa pensée, ses rêves. La culture lui fournit cette nourriture spirituelle. L'art et la littérature forgent la tolérance, ils préservent les peuples de l'obscurantisme et du fanatisme. Voilà pourquoi j'ai lancé ce projet, qui inclut un centre de débats, une librairie et la maison d'édition Khoudia. Je l'ai fait par idéal, en sachant d'emblée qu'aucun des trois volets ne fonctionnerait comme une entreprise commerciale. Ce sont mes droits d'auteur qui financent le CAEC. Par la suite, j'ai fondé à Saint-Louis un centre international de rencontres et de conférences, qui se construit progressivement. Celui-là est appelé à être rentable. Les rentrées financières seront investies dans de nouveaux projets culturels. ■

Aminata Sow Fall est née en 1941 à Saint-Louis, au Sénégal. Après avoir obtenu son baccalauréat, elle va étudier les lettres modernes à la Sorbonne. De retour au pays, elle enseigne la littérature. Son premier roman, *Le Revenant* (1976), est également le premier ouvrage de fiction publié par une Africaine francophone. De 1979 à 1988, elle est directrice des Lettres et de la Propriété intellectuelle au ministère de la culture. Elle dirige également le Centre d'études des civilisations. En 1980, *La Grève des battus* reçoit le Grand Prix littéraire de l'Afrique noire. Quelques années plus tard, la romancière fonde le Centre d'animation et d'échanges culturels (CAEC) et le Bureau africain pour la défense des libertés de l'écrivain, à Dakar, ainsi que le Centre international d'études, de recherches et de réactivation sur la littérature, les arts et la culture (CIRLAC), à Saint-Louis. Aminata Sow Fall a également publié *L'Appel des arènes* (1982), *L'Ex-Père de la nation* (1987), *Le Jujubier du patriarche* (1993), *Douceurs du bercail* (1998), *Un grain de vie et d'espérance* (2002) et *Festins de la détresse* (2005).

Un livre équitable

Le dernier roman d'Aminata Sow Fall, *Festins de la détresse*, inaugure la collection « terres d'écritures », coéditée par neuf éditeurs francophones, dont sept africains. La maison d'édition sénégalaise Khoudia, fondée par l'écrivaine, et les Éditions d'en bas à Lausanne figurent parmi ce groupe d'éditeurs indépendants qui ont décidé d'unir leurs forces pour publier des textes littéraires et poétiques. Cette collection porte le label « le livre équitable » qui atteste une édition solidaire et un prix accessible aux lecteurs des pays du Sud. Selon une règle de péréquation établie entre les coéditeurs, les maisons africaines supportent des coûts de production et de diffusion moins élevés que celles du Nord. De ce fait, le prix de vente peut être adapté au pouvoir d'achat de chaque pays.

être maltraité. Le pays d'immigration ne doit pas vous percevoir comme un mendiant. Fuir est rarement une solution aux problèmes économiques. Certes, les émigrants qui trouvent un emploi envoient de l'argent à leur famille. Mais c'est un cercle vicieux. Ils se privent de tout, ils vivent dans des conditions misérables. Cela ne dure pas. Je conseillerais aux jeunes de se réaliser d'abord dans leur propre pays, de créer la richesse ici. Plus tard, s'ils ont besoin d'émigrer pour acquérir de nouvelles connaissances, ils pourront partir en possédant déjà quelque chose. En outre, je crois que nous avons le devoir de contribuer au développement de nos pays. L'Association des femmes commerçantes sénégalaises est un cas exemplaire. Ces femmes sont parties de rien, elles vendaient des cacahuètes au coin de la rue. Puis elles ont tenu des étals sur les marchés et se sont mises à voyager en Afrique pour acheter des tissus. Aujourd'hui, elles gagnent énormément d'argent. Leur association professionnelle est la plus puissante du pays. Et quand elles se rendent en

Europe ou en Asie, personne ne songe à les expulser ou à leur refuser un visa. Même si 40 pour cent d'entre elles sont illettrées.

La majorité de la population n'a pas eu, comme elles, la chance d'échapper à la pauvreté. De quoi l'Afrique a-t-elle besoin pour accélérer son développement?

Ce qui nous manque, c'est la discipline, le sens de l'organisation et la méthode. Nous devons croire dans nos possibilités et avoir la volonté de nous en sortir par nous-mêmes. Les gouvernements africains se sont trop habitués à l'aide internationale. Nous n'allons tout de même pas devenir des assistés permanents. Les bénéficiaires de l'aide devraient fixer une échéance à partir de laquelle ils se débrouilleront seuls. Mais une telle vision doit être soutenue par la fierté nationale, une valeur qui demande encore à être cultivée. Cela me révolte par exemple que l'on organise des cérémonies officielles pour remercier les bailleurs de fonds, lesquels sont présentés comme des bienfaiteurs. L'aide n'est pas de la

L'Europe de l'Est au sud des Alpes

(jtm) Cette année, le « Focus Europe de l'Est » se tiendra pour la première fois au Tessin. La conférence annuelle de la coopération suisse avec l'Est, qui aura lieu le 11 novembre à l'Hôtel de la Paix à Lugano, sera centrée sur l'Ukraine. L'an dernier, la population de ce pays a exigé des élections démocratiques, la transparence et un droit de consultation, autant de valeurs que toute une série de projets de la DDC et du seco visent à promouvoir depuis des années. La « révolution orange » ne fut-elle qu'une rocade politique ou a-t-elle vraiment induit une évolution des mentalités ? Quelle est aujourd'hui la situation politique, économique et sociale de l'Ukraine ? Voilà les questions auxquelles les hôtes ukrainiens de la conférence et des experts suisses tenteront d'apporter des réponses. La conférence accueillera notamment Youri Androukhovitch, une étoile montante de la littérature ukrainienne dont les livres sont salués par la critique (*Mon Europe* est paru en français aux éditions Noir sur blanc). On attend aussi le discours de la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey. Étant donné que les participants vivant au nord des Alpes ont un long voyage à faire pour se rendre au Tessin, le programme se limite à une demi-journée (de 13 à 18 heures). Une conférence destinée aux étudiants aura lieu à l'Université de Lugano dans la matinée.

Villes innovantes

(glu) Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes. La société du 21^e siècle est donc confrontée au grand défi d'assurer un développement urbain durable sur le plan économique, écologique et social. Des experts du monde entier se pen-

cheront sur cette problématique du 11 au 13 octobre à Genève lors d'une manifestation intitulée S-DEV, abréviation correspondant à « sustainable development » (développement durable). Des représentants de l'économie, de l'administration, des organisations non gouvernementales et de la recherche s'interrogeront sur la manière de concevoir une urbanisation durable. Le programme comprend une conférence sur le thème « Villes innovantes au Nord et au Sud » ainsi qu'une exposition et divers ateliers. Des projets concrets seront présentés, notamment sur l'organisation des transports publics à Kuming (Chine) ou sur l'amélioration des conditions de logement offertes aux personnes défavorisées dans la ville serbe d'Uzice. Pour que les solutions à de tels problèmes soient mises en évidence, cette plate-forme internationale sur le développement durable urbain se tiendra désormais chaque année.

S-DEV, du 11 au 13 octobre, Palexpo, Genève. Informations : www.s-dev.org

Périple musical en Iran

(jls) Les concerts de musique iranienne en Europe ne présentent généralement que la musique « classique » persane, jouée de préférence par des artistes bien connus. Le Festival Iran 2005 a l'ambition de faire connaître quelques-unes des riches traditions régionales de ce pays : la musique de guérison du Baloutchistan, l'art du luth du Khorassan, les bardes azéris et turkmènes, la musique du

Lorestan ou encore les chants mystiques des Kurdes. Cette manifestation, soutenue par la DDC, se tient fin septembre à Genève puis dans d'autres villes suisses. Elle propose une sélection d'artistes représentant les grandes écoles musicales régionales. Si certains d'entre eux jouissent déjà d'une réputation en dehors d'Iran, d'autres restent à découvrir. Le programme du festival accorde également une place importante à la musique savante, qui prolonge la grande tradition du *maqâm* moyen-oriental apparu à Bagdad il y a plus de douze siècles.

Festival Iran 2005, Théâtre de l'Alhambra, Genève, du 22 septembre au 2 octobre ; les dates et les lieux des autres représentations seront publiés dans la presse régionale

Appel aux esprits du vaudou

(er) La musique vaudou d'Haïti est surprenante pour nos oreilles habituées aux charmes acoustiques à la mode. Elle paraît peu accessible de prime abord et presque hypnotique tant elle est répétitive. Accompagnée de la crécelle, la voix forte du *houngan* (prêtre) appelle les *loa* (esprits) à pénétrer dans le corps des fidèles. S'enchaîne alors un dialogue d'appels et de réparties avec les voix tout aussi impressionnantes de la *mambo* (prêtresse) et des six membres du chœur. Les quatre percussionnistes, exécutant des rythmes d'une complexité rare sur leurs instruments coniques, renforcent encore la densité spirituelle, la fusion entre rite et musique. Ces invocations acoustiques des esprits ont été enregistrées par la Société Absolutement Guinin à Port-au-Prince. Avec ses explications détaillées, l'album ouvre nos oreilles au culte vaudou et à sa culture qui a marqué le début du soulèvement des esclaves et l'évolution de la Conscience noire.

Musique



Service



Divers artistes : « *Spirits Of Life – Haitian Vodou* » (Soul Jazz / RecRec)

Les amoureux et le globe-trotter

(er) Le dernier album d'Amadou et Mariam est de la pure afro-pop : accents mélodiques traditionnels, modèles rythmiques et lignes vocales se rapprochent du rock, du funk et du reggae. Des cascades bluesy à la guitare et une voix féminine grave et chaude s'accordent avec les échantillonnages et les enregistrements de bruits de rue, de cris d'enfants ou d'applaudissements. Les déclarations d'amour alternent avec des textes témoignant un engagement politique personnel. Avec ses chansons à la fois simples et belles, « le couple aveugle du Mali » a rencontré le musicien globe-trotter Manu Chao. Ensemble, ils ont produit le CD *Dimanche à Bamako*. Résultat : l'histoire d'amour extraordinaire d'Amadou et Mariam, couple à la ville comme à la scène depuis 25 ans, fait fureur dans toute l'Europe. Ce succès a quelque peu éclipsé la sortie presque simultanée de l'album *Je pense à toi*, qui reprend les plus belles chansons des trois



précédents disques réalisés par le duo malien. Le fait est que les deux CD méritent largement d'être écoutés. Ils proposent des tonalités capables d'électrifier l'auditeur et de susciter quelques frissons de plaisir.

Amadou et Mariam : « *Dimanche à Bamako* » (Radio Bemba & All Other / Warner Music) ; Amadou et Mariam : « *Je pense à toi* » (Universal Music France / Universal Music)

Film

Bintou travaille, Abel boude

(dg) Bintou vit avec son mari Abel et leurs deux enfants à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Un jour, une querelle oppose les parents : Bintou souhaite envoyer leur fille Biba à l'école, mais son mari refuse de payer les frais d'écologie. Bintou décide donc de gagner elle-même l'argent nécessaire. Grâce



à un petit crédit et à beaucoup de ténacité, elle réussit à mettre sur pied un petit commerce de maltage du millet. Abel est pourtant loin d'être enchanté par la nouvelle indépendance de sa femme. Le film *Bintou* est une comédie amusante qui aborde des sujets comme les rôles sociaux des hommes et des femmes, l'accès à l'éducation ou l'initiative individuelle. Le film a remporté plus de vingt récompenses dans les festivals internationaux, notamment à Marrakech.

Fanta Régina Nacro : « *Bintou* ». Burkina Faso 2001. Moyen métrage de fiction, DVD, moré (v.o.), sous-titré français ou allemand, 27 minutes, dès 14 ans.

Distribution, vente : Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch ; prix d'achat : 40 francs pour écoles et professeurs, 60 francs pour distributeurs (prêts externes). Informations : Service « Films pour un seul monde », tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Mondialisation et justice

(bf) La première édition de *Globalisierung und Gerechtigkeit*, qui évoque les causes et conséquences de la mondialisation, est parue en 2001 sous la plume de Richard Gerster, spécialiste du développement. En 2002, elle a reçu deux prix qui distinguent des livres pouvant être utilisés dans les écoles : le prix Planète Bleue de la fondation Éducation et développement et l'Ardoise d'Or décernée par la société Jeunesse et Économie. Cet ouvrage, accompagné d'un manuel destiné aux enseignants, vient d'être complètement remanié et mis à jour. Une nouvelle version allemande est parue au printemps dernier et une traduction française est attendue pour septembre. Riche de 70 infographies, le livre présente de manière claire et concrète les différents aspects de la mondialisation (de la croissance démographique au désendettement et au tourisme, en passant par l'exode rural et les abus en matière d'asile). L'auteur fournit des exemples venus du monde entier. Il décrit l'opposition entre partisans et adversaires de la mondialisation. La liste des abréviations et le glossaire des principaux termes, qui figurent à la fin du livre, s'avèrent extrêmement utiles.

Richard Gerster : « *Globalisierung und Gerechtigkeit* ». Éditions hep, Berne 2005. La version française paraît en septembre aux Éditions Loisirs et pédagogie, à Lausanne. Elle est intitulée « *Éthique et mondialisation ?* ».

Bons amis

(bf) Né en 1966 dans le sud-ouest de la Tanzanie, John Kilaka peint depuis sa plus tendre enfance. À l'école, il s'attirait les foudres des enseignants car il détournait l'attention des autres élèves en dessinant sur le tableau noir, sans compter que sa passion faisait fondre les maigres stocks de craies. Aujourd'hui, il peut vivre de son art et se voit même décerner des prix internationaux : en avril dernier, la Foire internationale du livre pour enfants de Bologne a décerné le prix « Nouveaux Horizons » à l'édition rwandaise d'un livre d'images qui raconte l'histoire de deux amis, un rat et un éléphant. Voici comment le jury a expliqué son choix : « Les livres de John Kilaka éveillent des sentiments que l'on ne trouve pas dans les livres traditionnels pour enfants en Europe. Cet ouvrage nous ramène à l'époque où des images artistiques – épargnées par les impératifs de la télévision – transmettaient encore les sagesses, les rêves et les visions d'une société. » Le livre primé est paru simultanément en allemand sous le titre *Gute Freunde*. Il est publié par le fonds Baobab pour la littérature enfantine, à Bâle. Le site www.baobabbooks.ch propose un module d'enseignement, en allemand également, qui comprend des suggestions d'approche didactique, des fiches de travail ainsi que des informations sur l'auteur et la Tanzanie.

John Kilaka : « *Gute Freunde* », Éditions Baobab 2004

Nouveaux tapis

(bf) Plus connus chez nous sous le nom de « Gabbeh », les tapis noués par les nomades occupent une place de choix dans la production iranienne de tapis. L'évolution de la société, avec ses nouvelles exigences économiques et sociales, risque pour-



tant de réduire à néant une culture accumulée au fil des siècles. En prenant l'exemple d'une jeune nomade, le livre *Jayran* décrit le mode de vie et les valeurs culturelles du nomadisme, à la fois avec réalisme et beaucoup de poésie. L'auteur de cet ouvrage richement illustré est Parviz Homayounpour, coordinateur en Iran du label STEP qui lutte pour des conditions de travail équitables dans la production et le commerce de tapis. Il explique avec sensibilité la vie quotidienne des femmes, ainsi que les traditions et l'art des noueurs de tapis dans la région de Fars, au sud de l'Iran. L'ouvrage est publié en édition bilingue anglais/farsi. Ses textes ont été traduits séparément en français et en allemand.

Parviz Homayounpour: «*Jayran – tribal women & the chanteh*», 2004. Prix: 58 francs. Le livre peut être obtenu auprès du label STEP, à Bâle: jayran@label-step.org, tél. 061 271 77 66. Il est également disponible dans quatorze points de vente en Suisse, dont la liste figure sur le site www.label-step.org

L'Iran en bulles

(bf/jls) Née en 1969, Marjane Satrapi a grandi à Téhéran dans une famille d'intellectuels progressistes. À l'âge de quatorze ans, ses parents l'ont envoyée poursuivre ses études à Vienne. La jeune Iranienne, qui vit aujourd'hui en France, est venue à la bande dessinée presque par hasard. C'est sur le conseil du dessinateur David B. qu'elle a décidé de recourir à ce moyen d'expression pour raconter l'histoire de sa famille, son enfance en Iran, l'exil solitaire en Autriche, puis le retour au pays. Résultat: une série de quatre volumes, parus sous le titre *Persepolis*, qui constituent la première BD iranienne. Cette impressionnante chronique autobiographique et politique s'est vendue en France à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. En adoptant la perspective de l'enfant qu'elle était à l'époque, Marjane Satrapi y décrit des événements souvent traumatisants:



sants: la chute du chah, la guerre contre l'Irak, les dérives de la Révolution islamique, les amis et les proches en prison, les conditions de vie difficiles, la fuite à l'étranger. *Persepolis* a été primé à plusieurs reprises, notamment au Festival de la bande dessinée d'Angoulême et au Salon du livre de Francfort. Marjane Satrapi: «*Persepolis*», Éditions L'Association, 2001–2003

Portrait d'un continent malmené

(jls) Depuis 1989, le photographe genevois Didier Ruef a sillonné les régions les plus dévastées d'Afrique. Pendant une douzaine d'années, il a accompagné les équipes de Médecins sans frontières sur leurs terrains d'intervention: Ouganda, Rwanda, Burundi, Mozambique, Éthiopie, Soudan, Angola, Guinée, etc. Loin de se concentrer sur les opérations humanitaires, ses photos évoquent le désarroi des rescapés, les plaies béantes d'un continent martyrisé, les traces laissées par la guerre, la malnutrition et la maladie. Mais elles expriment aussi la force vitale de populations qui ne perdent pas espoir malgré la violence de leur destin. Le photographe a observé aussi bien les jeux des enfants que les rites ou les travaux quotidiens. «La leçon de ces photos, c'est donc l'éternelle leçon des sursauts des êtres humains partout où ils affrontent des épreuves majeures», écrit dans sa préface l'historien

burkinabé Joseph Ki-Zerbo. Didier Ruef: «*Afrique noire*», 154 photos noir-blanc. Éditions Infolio, 2005

Féménisation de la migration

(jls) Pendant longtemps, on a vu dans la migration économique un phénomène essentiellement masculin, les femmes apparaissant comme les accompagnatrices «passives» d'un mari ou d'un père en quête d'emploi. Pourtant, les femmes constituent presque la moitié de la population migrante dans le monde. Elles sont toujours plus nombreuses à se déplacer de manière autonome et non en tant que membres d'une cellule familiale. La féminisation croissante de la migration soulève différentes problématiques qui ont été analysées en janvier 2004 lors d'un colloque international à Genève. L'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a publié début 2005 les actes de ce colloque. Les mêmes thèmes sont approfondis dans un nouveau numéro des Cahiers genre et développement.

«*Femmes en mouvement – Genre, migrations et nouvelle division internationale du travail*».

Disponible gratuitement auprès de l'iuéd:

tél. 022 906 59 50,

fax 022 906 59 53,

publications@iued.unige.ch

«Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations», *Cahiers genre et développement* 5/2005, iuéd-efi, L'Harmattan

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (coordination globale) (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)

Antonella Simonetti (sia)

Andreas Stauffer (sfx)

Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf–production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
E-mail: info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

109846

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 55 500

Couverture: Jorgen Schytte / Still Pictures

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

La forêt, une ressource vitale : la gestion et la conservation des forêts revêtent une importance croissante pour les populations défavorisées ; en même temps, elles posent de grands défis et créent certaines tensions.



Foto: /sf